

Horaires des prières
Fajr : 06h17 Dohr : 13h02
Asr : 15h57 Maghreb : 18h20 Isha : 19h43

MÉTÉO

Alger	: 17°	12°
Oran	: 15°	11°
Annaba	: 18°	09°
Béjaïa	: 14°	06°
Tamanrasset	: 23°	06°

www.dknews-dz.com

SOMMET DE L'UNION AFRICAINE

M. Djerad représente le Président Tebboune

P. 24

L'Algérie au poste de membre non permanent au Conseil de sécurité

ZONES D'OMBRE

62% des projets réalisés

P. 3

NOUVEAU GOUVERNEMENT DE TRANSITION EN LIBYE

L'Algérie appuie et réitère sa solidarité

Abdul Hamid Mohammed Dbeibah a été élu vendredi Premier ministre de transition, par les participants au dialogue interlibyen réunis en Suisse sous les auspices de l'ONU, en vue du scrutin national de décembre. Sa liste gagnante a obtenu 39 voix sur 73, a annoncé l'émissaire par intérim de l'ONU en Libye, Stephanie Williams, à l'issue du dépouillement retransmis en direct par l'ONU. Son colistier Mohammad Younes Menfi a lui été élu président du Conseil présidentiel. L'Algérie s'est félicitée de ce "progrès réalisé dans le dialogue politique libyen mené sous l'égide de l'Organisation des Nations-Unies et de la formation de l'Autorité exécutive provisoire", exprimant sa "pleine disposition à œuvrer avec l'Autorité pour la réalisation de la sécurité, de la stabilité et des aspirations du peuple libyen frère", a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères. P.p 14-24

DKnews/APS



CERTIFICAT DE NATIONALITÉ ET CASIER JUDICIAIRE

"Sanctions en cas de non application du décret sur l'exemption"

P. 24

FFS

«Demeurer une "force de proposition" sur la scène politique nationale»

P. 3

DOSSIERS DE CANDIDATURE AU DOCTORAT

Plateforme électronique pour le suivi

P. 4

SANTÉ

MAL AU GENOU

Ce que cela peut vouloir dire

P.p 12-13

FOOTBALL

CAN-2021 (U17)

24 joueurs locaux retenus pour un stage à Sidi Moussa (FAF)

P. 21



SALON DE LA PHOTO À BECHAR

Premier prix pour Mahdaoui Othmane

P. 16

MDN

DÉFENSE
Le Général Bénat Zine-Eddine installé Commandant du Service national de Garde-côtes du CFN

P. 24

MÉTÉO

Des vents forts sur plusieurs wilayas du pays (BMS)



Des vents forts, soufflant parfois en rafales, affecteront plusieurs wilayas du pays samedi, indique un bulletin météorologique spécial (BMS), émis par les services de l'Office national de la météorologie.

Les wilayas de Ghardaïa, Laghouat, Djelfa, M'sila, Biskra, El Oued et Ouargla sont placées, selon ledit bulletin, en vigilance "orange" du samedi à 15h00 au dimanche à 03h00.

Durant la période de validité de ce bulletin, les vents souffleront de Sud à Sud-Ouest à une vitesse estimée entre 60 et 70 km/h avec rafales atteignant ou dépassant parfois 90 km avec soulevements de sable, ajoute la même source.

Les wilayas concernées également par ces prévisions météorologiques sont Bordj, Bou Areridj, Sétif, Mila, Constantine, Guelma, Souk Ahras, Oum el Bouaghi, Batna, Khenchela et Tébessa dont la validité de ce bulletin s'étalera du samedi à 15h00 au dimanche à 06h00.

Les vents souffleront du Sud à une vitesse estimée entre 60 et 70 km/h avec rafales atteignant ou dépassant parfois 90 km avec particules de sable en suspension.

JUSTICE

L'ancienne Cour de Constantine désormais cour d'appel régionale d'ordre administratif (Zeghmati)



Le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Belkacem Zeghmati a affirmé, jeudi à Alger, que l'ancienne Cour de Constantine sera désormais commuée en cour d'appel régionale en matière de justice administrative.

Inaugurant le nouveau siège de la Cour de Constantine située à proximité de la route de Ain El Bey, le ministre a précisé que l'ancienne Cour de Constantine sera restaurée avant de la commuter en Cour d'appel régionale d'ordre administratif et ce dans le cadre du programme de la tutelle relatif à la création de quatre (4) Cours d'appel régionales en matière de justice administrative.

Le ministre de la Justice avait présidé la cérémonie d'inauguration de la nouvelle Cour de Constantine sise à proximité de la route d'Ain El Bey, ainsi que du siège du centre régionales des archives judiciaires à Constantine dans la conscription administrative de Ali Menjeli.

EAU POTABLE

Oran : coupure d'eau prévue pour travaux



Des quartiers et cités de la ville d'Oran et le nouveau pôle urbain "Ahmed Zabana" verront, dimanche prochain, une coupure d'eau à cause des travaux de raccordement à un nouveau réservoir à Ain El Beida, a indiqué jeudi un communiqué de la Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (SEOR).

Les travaux programmés pour 24 heures par la direction de l'urbanisme et de la construction de la wilaya portant sur le raccordement d'une nouvelle station de pompage de l'eau potable au nouveau pôle urbain "Ahmed Zabana" à un réservoir d'une capacité de 2x50.000 mètres cubes à Ain El Beida, a-t-on précisé.

La même source a souligné que la perturbation en alimentation en eau touchera les quartiers de Bouamama et de "Ellouz" (ex Les amandiers), la cité 1.300 logements AADL et le nouveau pôle urbain "Ahmed Zabana".

TIZI-OUZOU

Un faussaire de billets de banque écroulé

Un individu a été écroulé au courant de la dernière semaine à Tizi-Ouzou pour contrefaçon de billets de banque en monnaie nationale, a indiqué vendredi un communiqué de la sûreté de wilaya. La somme de 24.000 DA, en coupure de faux billets de 2.000 a été saisie à l'arrestation du faussaire qui a été présenté au parquet de Larbaâ Nath-Irathen, et mis en détention préventive pour contrefaçon de billets de banque, a-t-on précisé de même source.

COMMERCE

Bomare Company ambitionne d'exporter pour 3,5 milliards de dollars d'ici 3 ans

La société algérienne Bomare Company spécialisée dans l'industrie électronique ambitionne de réaliser 3,5 milliards de dollars de chiffre d'affaire d'exportation notamment vers l'Europe à l'horizon 2024, a indiqué jeudi à Alger son directeur général, Ali Boumediene. Toutefois, il a lié la réalisation de ce projet par l'obtention de certaines facilités par le gouvernement. Bomare Company commencera par l'exploitation à partir de son site de production déjà existant, a fait savoir le directeur de cette entreprise privée, expliquant que ce site connaîtra des extensions graduelles pour aboutir à l'exportation de 7,5 millions d'appareils fabriqués localement.

Selon lui, ce projet devrait être opérationnel à 100% dans trois (03) ans au maximum, permettant, d'après M. Boumediene la création de près de 1.000 entreprises qui produiront la matière première jusque là importée.

CINÉMA - TÉLÉVISION

L'artiste égyptien Ezzat Al Alaili tire sa révérence



L'artiste égyptien Ezzat al Alaili est décédé vendredi matin au Caire à l'âge de 86 ans, a annoncé la presse locale.

Diplômé de l'Institut supérieur des Arts dramatiques en 1960, Ezzat al Alaili a été, à ses débuts, concepteur de programmes télévisés, avant de décrocher son premier rôle dans le film "Message d'une femme inconnue" en 1962, ayant lancé sa carrière cinématographique.

Il a campé plusieurs rôles au théâtre et au cinéma, notamment en incarnant le rôle principal dans le film "al ard" (la terre) en 1970, réalisé par Youssef Chahine où il s'est distingué.

Sa filmographie est riche de 160 œuvres cinématographiques dont "Tariq ila Ilat", "Ahl el qima", "Mansouriya", "Tout oua nabout", outre sa participation au film algérien "le moulin de monsieur Fabre".

Au théâtre, il a joué dans plusieurs pièces, dont "Ahlan ya bakawat" et "Thawrat qaria".

ACCIDENTS DE LA ROUTE

5 morts et 409 blessés ces dernières 48 heures

Cinq (5) personnes ont trouvé la mort et 409 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus dans plusieurs wilayas du pays au cours des dernières 48 heures, indique samedi un bilan de la Protection civile.

Les éléments de la Protection civile sont, par ailleurs, intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 32 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et de chauffe-bains à l'intérieur de leurs domiciles à travers plusieurs wilayas.

Deux (02) autres personnes ont été asphyxiées par le monoxyde de carbone à l'intérieur d'un véhicule stationné dans un hangar situé à la cité 210 Logements commune et daïra de Sidi Bel Abbes, ajoute la même source.

Les unités de la Protection civile ont procédé, en outre, à l'extinction de 6 incendies urbains, industriels et divers dans les wilayas de Ouargla, Tébessa, Bouira et Tipaza. Concernant les activités de lutte contre la propagation du coronavirus, les unités de la Protection civile ont effectué, durant les dernières 48 heures, 91 opérations de sensibilisation à travers 15 wilayas (55 communes), rappelant aux citoyens la nécessité de respecter le confinement ainsi que les règles de distanciation sociale, en sus de 111 opérations de désinfection générale à travers 14 wilayas (49 communes).

CITÉ UNIVERSITAIRE POUR FILLES OULED FAYET 2

Une étudiante décède dans l'explosion d'une bouteille de gaz

Une jeune étudiante est décédée samedi à la cité universitaire pour filles d'Ouled Fayet 2 (Alger) dans l'explosion d'une bouteille de gaz, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile d'Alger.

L'incident a eu lieu à 10h37 suite à une explosion d'une bouteille de gaz (camping gaz) causant le décès d'une jeune étudiante (24 ans), originaire de Tiaret, a précisé à l'APS le chargé de communi-

cation, le lieutenant Khaled Benkhalfallah.

"Un incendie s'est également déclaré dans la chambre de la jeune fille", a-t-il ajouté. De leur côté, les services de la Sûreté ont ouvert une enquête pour déterminer les causes et circonstances de cet incident.

Les services de la Protection civile ont transféré le corps sans vie de la victime vers la morgue de l'Hôpital de Douéra.



ZONES D'OMBRE

62% des projets réalisés

Le chargé de mission à la Présidence de la République, Brahim Merad a fait état de la concrétisation de 62% des projets décidés au profit des zones d'ombre pour une enveloppe de 9200 milliards de centimes, évoquant le lancement prochain de nombreux autres projets.

Dans un entretien à l'APS, M. Merad a précisé au sujet de l'état d'avancement des projets destinés aux zones d'ombre, que sur les 13089 projets arrêtés pour un budget de 19000 milliards de centimes, 8191 ont été réalisés pour 9200 milliards de centime.

Les projets en cours de réalisation, au nombre de 2353, représentent 19% de l'ensemble des projets financés, alors que 2545 autres sont en attente de lancement, a-t-il fait savoir, rappelant que le nombre des projets programmés pour le développement de ces zones, confrontées à la marginalisation et à la privation, est de 32700 avec une enveloppe de 48000 milliards de centime. Dans ce contexte, M. Merad a souligné que la recherche de ressources de financement de ces projets "n'est pas chose aisée", mais, a-t-il ajouté, "grâce aux efforts déployés, plus de 19000 projets ont été financés, soit quelque 40%".

"Quotidiennement, des projets sont livrés et de nombreux autres seront lancés dans les tout prochains jours", a-t-il précisé, dans ce sens. Assurant que tous les projets programmés seront réalisés et que ceux financés bénéficieront de mesures prioritaires pour leur parachèvement dans les deux mois à venir, au plus tard, M. Merad a salué "la



politique pertinente et judicieuse du président de la République en matière de financement de ces projets". Concernant la prise en charge des zones d'ombre, M. Merad a affirmé qu'aucun budget n'a été fixé pour cette opération, ajoutant que "le Président de la République a misé sur ce dont disposent les walis, car il connaît très bien les rouages

de l'Administration et les potentiels existant au niveau des wilayas".

A ce propos, il a indiqué que la stratégie adoptée par le Président Tebboune consiste à faire obligation aux walis d'un diagnostic de ces zones et d'un recensement des besoins de la population, en termes de conditions de vie, précisant que l'étape suivante est d'agir pour pal-

lier toutes les insuffisances partant de l'expérience et de l'intelligence des walis dans l'exploitation des cartographies et potentiels de développement de leurs wilayas.

Le financement de ces projets se fait également par le recours aux plans de développement et divers Fonds de solidarité, comme le Fonds de solidarité des Collectivités locales

et le Fonds du développement du Sud, a-t-il expliqué, faisant état de "résultats considérables concrétisés" et du financement de quelque 40% des projets au profit des zones d'ombre, "ce qui est très important", a-t-il soutenu. Evoquant les dotations budgétaires affectées aux zones d'ombre au titre de la Loi de finance 2021, M. Merad a rappelé que sur un total 100 milliards Da alloués aux communes, 50 milliards sont alloués aux zones d'ombre. Il a cité, dans le même contexte, un montant de 40 milliards de Da affecté à la réalisation des routes et à l'aménagement de ces zones. Au niveau du ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme, 20 milliards de Da ont été alloués à l'amélioration urbaine, comme l'éclairage public. Le chargé de mission a souligné, en outre, la levée de gel sur les projets à l'arrêt du fait de la crise financière, afin de permettre au ministère de l'Énergie et à Sonelgaz de procéder à l'approvisionnement du citoyen en électricité et en gaz, évoquant des instructions "fermes" à l'effet d'assurer aux élèves des repas chauds et le transport scolaire, ainsi que des prestations scolaires au profit de la population de ces zones, en mettant à disposition, un infirmier de permanence au moins et un médecin itinérant.

La prise en charge des zones d'ombre en chiffres

Le nombre de projets proposés au titre de la prise en charge de populations des zones d'ombre à travers les différentes régions du pays s'est élevé à 32.700 projets, avec une enveloppe financière proposée de 480 milliards DA jusqu'à fin janvier dernier, a indiqué un bilan du conseiller du président de la République, chargé des zones d'ombre, dont une copie est parvenue à l'APS.

Nombre de zones d'ombre recensées : 15.044 zones.

Nombre d'habitants concernés : huit (8) millions d'habitants.

Nombre de projets proposés : 32.700 projets.

Enveloppe estimée pour répondre à ces besoins : 480 milliards de DA.

Nombre de projets financés : 13.089 projets pour une enveloppe de plus de 190

milliards de DA, soit près de 39,5%.

Projets parachevés : 8.191 projets, soit 62%, pour un montant de 92 milliards de DA.

Projets en cours de réalisation : 2.353 projets, soit 19%.

Projets non démarrés : 2.545 projets, soit 19%.

Etat des projets parachevés par secteurs :

Routes (réalisation et réhabilitation) : 1.877 projets ayant permis la réalisation de 1.323km, la réhabilitation de 2.800km, et l'ouverture de 884km de chemins ruraux dans des zones enclavées, au profit de près de 1,5 millions de citoyens.

Approvisionnement en eau potable : 1.581 projets ayant permis la réalisation de 2.700km de nouveaux réseaux, la réhabilitation de 495km d'anciens réseaux et

le raccordement de 173.000 foyers au profit de 870.000 habitants.

Amélioration des conditions de scolarisation :

Réalisation de 375 classes et réhabilitation de 298 écoles.

Réalisation de 84 cantines scolaires et réhabilitation de 51 autres.

Renforcement du parc de transport scolaire avec 471 nouveau bus outre 515 bus loués.

Structures de santé :

Trente-deux (32) nouvelles salles de soins réalisés et 175 autres réhabilitées.

Réseau d'assainissement :

Un total de 1162 opérations effectuées ayant abouti à la réalisation de 1100 km linéaires en sus du raccordement de 79.000 foyers (398.000 habitants).

Electricité, éclairage et gaz :

764 projets ayant permis la réalisation de 2180 km linéaires de réseau électrique pour le raccordement de 33.000 foyers (368507 habitants) et l'équipement de 2531 foyers en énergie solaire.

535 projets ayant permis la réalisation de 600 km linéaires de nouveaux réseaux et la réhabilitation de 235 km en faveur de 569041 habitants.

479 projets de gaz ayant permis la réalisation de 2055 km linéaires pour le raccordement de 56.000 foyers (284.000 habitants).

Des stades de proximité :

Réalisation de 261 stades au profit de 322641 habitants Catastrophes naturelles:

Un total de 72 opération en faveur de 253.211 habitants (protection des dangers de glissement de terrains , inondations, lutte contre la désertification).

PARTIS POLITIQUES

Le FFS attaché à demeurer une "force de proposition" sur la scène politique nationale (1^{er} secrétaire national)

Le Premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), Youcef Aouchiche, a affirmé, vendredi, à Alger, l'attachement du parti à demeurer "une force de proposition incontournable sur la scène politique nationale".

"Notre préparation organisationnelle totale et idéale est l'étape que nous voulons atteindre à l'avenir afin que nous puissions avancer à pas sûrs vers un congrès national politique rassembleur", a souligné M. Aouchiche dans son intervention lors de l'ouverture de la session ordinaire du Conseil national du parti, réaffirmant l'attachement du parti à demeurer "une force de proposition incontournable sur la scène politique nationale".

Le FFS "ne renoncera jamais à la réunion des conditions sine

qua non pour l'ouverture d'un véritable dialogue national, à savoir: les mesures d'apaisement et de rétablissement de la confiance ainsi que l'instauration d'un climat de transparence et de clarté", a estimé le Premier secrétaire national du parti, exprimant la conviction du parti que "la solution à la crise et à l'impasse prolongée sera politique par excellence et impliquera l'ouverture d'un dialogue national global".

A cet égard, M. Aouchiche a précisé que ce dialogue "doit rassembler toutes les forces influentes sur la scène nationale et les placer devant leur responsabilité historique vis-à-vis de l'édification d'un Etat de droit et de loi à même d'instaurer les règles d'une pratique politique saine, d'un état d'institutions fortes de ses



lois et légitimes par sa représentation populaire".

Il est nécessaire que "toutes les étapes de ce dialogue soient accompagnées d'une volonté sincère, tout en rejetant le populisme, la polarisation et la sélectivité, un dialogue où tous les agendas combinent en un seul agenda national

clair et tous les projets fusionnent en un seul projet national fédérateur", a-t-il soutenu.

Pour M. Aouchiche, "seul un dialogue national global et indépendant aux conclusions étudiées est à même de nous mener à un changement radical, pacifique et organisé du système de gouver-

nance, de manière qu'il balisera la voie à un équilibre des forces, véritable et responsable".

Concernant le plaidoyer du parti pour "un dialogue national sérieux", le premier SG du FFS a rappelé le lancement de l'initiative politique "convention nationale" qui "regroupera les forces politiques et sociales du pays", appelant les militants et militantes du parti à élaborer "sa première moulture" à présenter à la classe politique.

"Cette convention nationale s'inscrit dans le cadre de la démarche constante du FFS réitérée dans les résolutions du dernier Congrès ordinaire, en vue de construire un consensus national et parvenir à une solution politique consensuelle pour sortir de la crise".

COMMERCE-EXPORTATION

Le trophée du meilleur exportateur algérien en 2019 attribué à Bomare Company

Le trophée de la meilleure entreprise algérienne exportatrice hors hydrocarbures pour l'année 2019 a été attribué jeudi à la société privée Bomare Company, spécialisée dans l'industrie électronique.

La cérémonie de remise des prix de la 17^e édition de ce trophée, organisée à Alger par le World Trade Center Algiers (WTCA), s'est déroulée en présence du ministre du Commerce, Kamel Rezig, et de plusieurs membres du gouvernement et cadres de différentes institutions et organismes.

"Bomare Company a décroché ce trophée qui marque son 20^e anniversaire puisque la société a été créée le 4 février 2001 et il récompense les efforts de tout le personnel qui sera motivé pour exporter encore plus", a déclaré son directeur général, Ali Boumediene, précisant qu'en plus des négociations qui sont en cours avec un partenaire allemand, Bomare Company exporte déjà vers trois pays européens et deux africains.

Trois prix d'encouragement ont été, en outre, décernés par le jury: le premier a été décroché par la SPA Biskra Ciment, spécialisée dans la production de ciment qui a effectué sa première opération d'exportation en 2017, le deuxième est revenu à Tosialy Algérie qui active dans le domaine de la sidérurgie avec la production de rond à béton et de fil machine, alors que la SARL Groupe Industriel Sidi Bendehiba, spécialisée dans la fabrication de fil machine a, pour sa part, remporté le 3^e prix d'encouragement du jury.

Le trophée de primo exportateur a été attribué à la SPA Agrana fruit Algérie, qui est une filiale d'un groupe autrichien spécialisée dans la transformation et l'exportation de fruits. Le prix spécial du jury a été attribué à la SPA TAYAL, spécialisée dans les industries textiles avec un complexe industriel intégré qui englobe 15 usines et qui produit 750 tonnes de produits.

A noter que le comité de jury est composé de représentants de WTCA, de l'association nationale des exportateurs algériens (Anexal), de la Direction générale des douanes, de la Cham-



bre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex) et de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC).

Ouverture prochaine des postes frontaliers de Debdeb et Taleb El Arbi

Lors de cet événement, le ministre du Commerce, a souligné que le gouvernement mettrait tous les moyens pour faciliter l'exportation, notamment, à travers la lutte contre la bureaucratie. M. Rezig a noté également que "pratiquement 99% des produits algériens sont exportables et qu'il ne reste aux opérateurs que d'aller vers l'exportation", expliquant que la commission d'écoute installée au niveau du ministère du Commerce était à la disposition des exportateurs qui peuvent lui soumettre les problèmes qu'ils rencontrent.

Le ministre a insisté, par ailleurs, sur les efforts déployés par son département pour simplifier les formalités et améliorer la logistique, s'appuyant sur les résultats enregistrés en 2020

en matière de revenus d'exportations estimés à 2,6 milliards de dollars réalisés en 6 mois seulement, soit un peu plus que le montant des exportations durant les 12 mois de 2019.

Le ministre qui s'est dit "optimiste" quant à atteindre l'objectif fixé pour l'année 2021, soit 5 milliards de dollars d'exportation, sans écarter la possibilité de le dépasser. "Cela se fera grâce à des mesures d'accompagnement concrètes pour les entreprises exportatrices", souligne-t-il.

A ce titre, M. Rezig a annoncé l'ouverture prochaine des postes frontaliers de Debdeb dans la wilaya d'Illizi et celui de Taleb Larbi dans la wilaya d'el oued, au profit des opérateurs économiques afin de dynamiser davantage l'exportation des produits algériens vers les marchés extérieurs.

Par ailleurs, le ministre a évoqué le problème du rapatriement des devises indiquant qu'il était "pris en charge" par le ministère des Finances et la Banque d'Algérie avec lesquels son département travaille en collaboration pour trouver une solution à ce problème.

VÉHICULES

Les conditions de fabrication et d'installation des plaques d'immatriculation fixées

Les conditions et modalités d'exercice des activités de fabrication et d'installation des plaques d'immatriculation des véhicules et leurs caractéristiques ont été fixées par un décret exécutif publié au journal officiel n°7.

Il s'agit du décret exécutif numéro 21-48 correspondant au 19 janvier 2021 fixant les conditions et modalités d'exercice des activités de fabrication et d'installation des plaques d'immatriculation des véhicules et leurs caractéristiques, signé par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad. Le texte stipule, entre autres, que l'exercice de l'activité de fabrication des plaques d'immatriculation était soumis à l'obtention d'un agrément délivré par arrêté du wali territorialement compétent alors l'exercice de l'activité d'installation de ses plaques est soumis à l'obtention d'une autorisation délivrée par arrêté du président de l'Assemblée populaire communale territorialement compétent.

Le décret précise que l'agrément et l'autorisation sont personnels, incessibles et intransmissibles. Pour pouvoir

exercer ces activités, les personnes intéressées ne doivent pas être définitivement condamnées à une peine privative de liberté incompatible avec l'exercice de ces deux activités, conformément à la législation en vigueur et qui n'a pas été réhabilitée. Selon le décret, un fichier national numérique des fabricants et des emboutisseurs des plaques d'immatriculation est créé au niveau du ministère de l'Intérieur. Concernant les engagements du fabricant et l'emboutisseur, le texte stipule qu'il doit enregistrer toutes les opérations effectuées dans le cadre de l'exercice de leurs activités, sur des registres cotés et paraphés par les services de sécurité territorialement compétents. Les personnes physiques et morales exerçant les activités de fabrication et d'installation des plaques d'immatriculation, avant la publication dce décret au Journal officiel, peuvent continuer à exercer leurs activités mais doivent se conformer à ces dispositions dans un délai n'excédant pas six (6) mois, à compter de la date de sa publication au Journal officiel.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR Dossiers de candidature au doctorat : plateforme électronique pour le suivi

La plateforme électronique dédiée aux concours d'accès au doctorat a été ouverte jeudi pour permettre aux étudiants de consulter les résultats de l'examen des dossiers de candidature à ce concours, a-t-on appris auprès du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

«Plus de 580.000 étudiants postulent aux concours d'accès au doctorat pour l'année 2020-2021, un chiffre appelé à augmenter une fois l'examen des recours relatifs à la candidature terminé».

A cet effet, le ministère a consacré «les deux prochains jours, les 5 et 6 février, au dépôt des recours des étudiants relatifs à la candidature via la même plateforme, lesquels seront examinés du 7 au 10 février en cours, avant d'annoncer la liste définitive des candidats à ce concours qui aura lieu du 13 au 27 février 2021».

Pour rappel, le ministre

de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique avait indiqué que le concours de doctorat pour cette année «est marqué par l'annulation du système de classification des étudiants selon la moyenne obtenue en master, ce qui a permis à tous les étudiants titulaires d'un master, n'ayant pas redoublé d'année durant les 1^{er} et 2^{ème} cycles, de déposer leurs candidatures aux concours d'accès au doctorat».

A ce propos, M. Benziane avait fait état de l'habilitation de 813 nouvelles offres de formation doctorale (troisième cycle) au titre de l'année universitaire 2020/2021. "Ces nouvelles offres couvrent 14 domaines dans le cycle de doctorat réparties sur 77 établissements universitaires", avait-il souligné, précisant que 7522 étudiants peuvent prétendre à une formation doctorale sur un total de 231.000 candidats inscrits aux concours.

JUSTICE

Zeghmati : «assurer une formation continue aux fonctionnaires de la Justice»

Le ministre de la Justice, Gardes des sceaux, Belkacem Zeghmati, a mis l'accent, jeudi à Constantine, sur "l'impérative formation continue des fonctionnaires de la Justice et des contacts permanents avec l'Université".

Lors de la cérémonie d'inauguration du nouveau siège de la Cour de Constantine dans le cadre d'une visite à la wilaya, M. Zeghmati a appelé toutes les autorités judiciaires à se rapprocher de l'université, étant "le socle du Savoir et des sciences", relevant, dans ce sens, l'importance de la formation continue des fonctionnaires du corps de la Justice, à l'instar des magistrats, des huissiers de justice, les notaires et les effectifs du greffe et ce dans l'objectif d'être au diapason des développements que connaît le monde.

"Le corps de la Justice accuse un retard dans nombre de domaines, dont l'environnement, la technologie, la cybercriminalité et les énergies renouvelables. Nous devons rattraper ce retard car le savoir et l'économie régissent le monde d'où l'impératif de mettre le secteur la Justice au diapason des développements que connaît le monde", a poursuivi le ministre. Soulignant que "les magistrats ayant une expérience dans



le domaine économique étaient peu nombreux", M. Zeghmati a déclaré: "Je suis convaincu du niveau de l'université algérienne et nous avons des universités pionnières. Les compétences algériennes diplômées des universités nationales en sont la meilleure preuve".

Par ailleurs, le ministre de la Justice a insisté sur l'importance de prendre en

charge les erreurs administratives contenues dans les différents documents de l'état civil, soulignant qu'il est inadmissible que la Cour de Constantine enregistre un total de 10.000 erreurs administratives en une seule année.

Ces erreurs compliquent la tâche au citoyen qui se perd entre la Justice et l'administration, a poursuivi le ministre qui a donné des instructions aux procureurs de la République sur l'impératif de prendre en charge ces problèmes en lançant des inspections au niveau des services de l'état civil. Pour rappel, le ministre a procédé à l'inauguration du nouveau siège de la Cour de Constantine qui se trouve à proximité de la route Ain Bey et du centre régional des archives judiciaires se trouvant à la circonscription administrative d'Ali Mendjeli.

APS

BEJAIA

Des non attributaires de logements sociaux ferment la RN.09 (Béjaia-Sétif)

Des demandeurs de logements sociaux dont les noms n'ont pas figuré dans une liste d'attribution rendue publique par l'Assemblée populaire communale (APC) de Taskriout, à 55 km à l'est de Béjaia, ont obstrué vendredi un tronçon de la RN.09, alors que le président de ladite commune affirme que la liste des bénéficiaires a été "soigneusement et minutieusement" établie.

Les contestataires de la liste affichée il y a quelques jours, ont procédé à l'obstruction d'un tronçon de la RN.09 reliant Béjaia à Sétif, imposant de furieux désagrèments aux usagers, a-t-on appris de la municipalité.

Les manifestants ont jonché la chaussée d'objets hétéroclites, empêchant tout trafic sur la voie où passent quotidiennement plus de 30.000 véhicules, accablée de surcroît par la paralysie de l'entrée et sortie du tunnel de Kherrata, avoisinant. Sa fermeture jeudi en fin de journée, par les manifestants à la tombée de la nuit, a pris au dépourvu des centaines d'automobilistes et suscitée un grand mouvement de panique et de colère, selon la même source. Cette montée au créneau est venue en réaction à l'affichage d'une liste de 40 attributaires de logements sociaux, qui a mécontenté une partie des demandeurs, dont le nombre est estimé à 854 sujets. Sitôt, la liste des bénéficiaires rendue publique, un mouvement de contestation s'est mis en place.



Pourtant, le président de l'APC, Madjid Boudjit, affirme que cette liste a été "soigneusement et minutieusement préparée". Elle a été arrêtée au bout d'une année de travail et de sortie sur le terrain de la commission du logement, composée notamment du chef de daïra, du président de l'APC, du directeur de l'OPGI de Kherrata et du représentant des moudjahidines, a-t-il expliqué. Et d'ajouter: "Le choix a été fait en toute

connaissance de cause et n'a pris en considération que les plus méritants". "On ne peut pas faire plus", a-t-il relevé, notant que c'est le foison des demandes de logements qui a été à l'origine de cette colère, espérant toutefois en absorber une partie avec le lancement imminent de deux programmes sociaux (formule LPA), respectivement de 40 et 50 logements. En milieu de journée, la route restait encore fermée.

LAGHOUCAT

Reprise des activités du marché aux bestiaux hebdomadaire

Le marché aux bestiaux hebdomadaire de Laghouat a repris vendredi ses activités, après un gel de plusieurs mois comme mesure de prévention contre la propagation du nouveau Coronavirus (Covid-19), a-t-on constaté sur place. De nombreux éleveurs et maquignons, de la wilaya de Laghouat et hors wilaya, étaient au rendez-vous de cette reprise d'activité, à l'instar de Mohamed Haddadi (éleveur)

qui a exprimé sa "satisfaction" de la décision de réouverture de cet espace commercial, qui permet de "ressusciter" une activité commerciale très répandue dans cette région steppe. Mohamed Rouinbi, membre de l'Union nationale des éleveurs, a émis, pour sa part, le souhait de la création par l'Etat de marchés organisés où l'activité commerciale ne subirait d'interruption sous aucune raison. La pandémie

du Covid-19 a démontré que le mode d'organisation et de fonctionnement des anciens marchés était "inefficace", a-t-il ajouté en suggérant la mise en place de marchés couverts selon des normes qui tiendraient compte de la distanciation physique et de l'exposition adéquate du bétail. M. Rouinbi a estimé, en outre, que la réouverture officielle des marchés aux bestiaux est à même d'éliminer le commerce in-

formel qui s'est répandu durant la période de gel (confinement sanitaire) et qui conduit à une forte chute des prix se répercutant négativement sur la rentabilité de l'activité déjà "très éprouvante" de l'éleveur. Le wali de Laghouat, Abdelkader Bradai, avait signé le 31 janvier 2021 un arrêté prévoyant la reprise de l'activité des marchés aux bestiaux au niveau des points de vente agréés à travers la wilaya.

ANNABA

4 nouvelles unités pour la gendarmerie nationale

La Gendarmerie nationale d'Annaba sera renforcée "dans le courant de l'année 2021" par la création de 4 nouvelles unités en mesure d'améliorer la couverture sécuritaire à travers tout le territoire de la wilaya, notamment dans les nouvelles agglomérations, a-t-on appris jeudi, au cours d'une conférence de presse consacrée à la présentation du bilan annuel de ce corps de sécurité. La nouvelle ville Mustapha Ben Aouda sera renforcée, dans ce cadre, par une brigade territoriale de la gendarmerie nationale et d'une section de sécurité et d'intervention spécialisée (SSI), en plus d'une brigade territoriale dans la région de H'djar Eddis à la commune Sidi Ammar, alors que la cellule de l'environnement de la localité El Barka Zerga à El Bouni sera promue en une brigade territoriale de l'environnement, a précisé le commandant du groupement territorial de la gendarmerie nationale d'Annaba le lieutenant-colonel, Malik Ben Ameur. Les nouvelles unités destinées aux nouvelles agglomérations notamment celles

enregistrant des courbes croissantes s'agissant du nombre d'habitants, devront permettre une couverture sécuritaire équilibrée à travers la wilaya et rapprocher le citoyen de ce corps de sécurité, selon le même intervenant, rappelant la création en 2020 de 5 nouvelles brigades territoriales dont 2 à la localité En Barka Zerga (El Bouni) et à El Kalitoussa dans la commune de Berrahal. Ce corps de sécurité s'emploie, à travers la cartographie de répartition équilibrée des brigades territoriales de la gendarmerie nationale, à renforcer le travail de proximité, de sensibilisation et la lutte contre toutes les formes de criminalité et garantir la sécurité et la quiétude dans la société, a-t-on fait savoir. Comparativement à l'année 2019, ce corps de sécurité a enregistré en 2020 une augmentation dans le nombre des affaires de faux et usage de faux, de corruption, de fraude, de trafic de drogue et de psychotropes, selon la même source qui a fait état d'une régression dans le nombre des affaires liées aux agressions ciblant

les personnes et les biens. Durant l'année 2020, il a été procédé au traitement de 56 affaires relatives au faux et usage de faux et de corruption contre 41 affaires similaires traitées durant l'année 2019, alors que les agressions contre les personnes et les biens ont reculé de 594 affaires traitées en 2019 à 341 affaires similaires traitées en 2020, selon le bilan annuel communiqué.

BATNA

Lancement de la campagne de vaccination anti-Covid-19

La campagne de vaccination anti-Covid-19 a été lancée, jeudi, à Batna depuis le centre régional anti cancer en présence du chef de l'exécutif local, Toufik Mezhoud. Le président de l'Assemblée populaire communale APC de Batna, Noureddine Melakhsou et le Pr Mohamed Sadek Bouharoua, médecin inspecteur à la direction locale de la santé et de la population (DSP) ont été les premiers à se faire vacciner dans la wilaya de Batna. A cette occasion, le Pr Bouharoua qui a supervisé le premier centre de sélection et d'orientation des malades contaminés par le coronavirus dans la ville de Batna, a mis l'accent sur l'importance de la vaccination anti-Covid-19, appelant les citoyens à adhérer à cette opération considérée actuellement comme l'unique moyen pour vaincre cette épidémie et créer une immunité collective (immunité de la population). L'opération de vaccination a été lancée également au centre hospitalo-universitaire Touhami Benflis et la polyclinique de Hamlaç dans la commune Oued Chaâba et a ciblé un nombre des employés des deux établisse-

ments de santé. Le directeur par intérim de la santé et de la population Aïss Sa Madouï a déclaré que l'opération se poursuit à travers les 112 centres de vaccination réservés à cet effet à Batna, où tous les moyens logistiques et humains nécessaires à sa réussite ont été mobilisés. Il a fait part d'un engouement remarquable des citoyens pour s'inscrire et bénéficier du vaccin anti-Covid-19. Le même responsable a indiqué que la wilaya de Batna a bénéficié dans une première étape de plus de 1.000 doses du vaccin "Sputnik-V" en attendant la réception dans les jours à venir d'autres lots de vaccin. La priorité sera donnée aux employés du secteur de la santé qui étaient dans les premiers rangs de la lutte contre l'épidémie puis aux personnes âgées et les malades chroniques avant de généraliser l'opération dans une étape ultérieure, a-t-il ajouté. La DSP de Batna a organisé mercredi une journée d'information et de formation sur l'opération de vaccination, son déroulement et les moyens mobilisés pour sa réussite au profit des représentants locaux des médias.

TIARET

Mise en exergue du rôle des commerçants et artisans à faire face à la pandémie

Les participants à une conférence historique sur le 64e anniversaire de la grève des huit jours, organisée jeudi à Tiaret ont mis en exergue le rôle des commerçants et artisans à faire face à la pandémie du coronavirus et à atténuer son impact socio-économique. Le secrétaire de wilaya de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) Said Ouahrani a souligné, à cette occasion, que les commerçants à l'ère du Covid-19 ont fait preuve de la même détermination que leurs prédécesseurs lors de la glorieuse Guerre de libération nationale, à travers un élan de solidarité pour atténuer les retombées socio-économiques de la pandémie sur le citoyen et exprimer la volonté de poursuivre le processus d'édification défiant toutes les entraves. Au passage, il a rappelé les sacrifices des commerçants et leur soutien à la Guerre de libération nationale, évoquant la grève des huit jours (28 janvier-4 février 1957) confirmant l'attachement des couches de la société au Front de libération nationale (FLN) et au droit à l'autodétermination du peuple algérien à l'époque. Pour sa part, le chef du bureau de wilaya de l'Association nationale des commer-

cants et artisans, Adib Khelil a affirmé la volonté des commerçants et artisans d'assumer leur rôle face aux défis et leur devoir envers le pays et d'œuvrer à développer et à diversifier l'économie nationale. Organisée par l'Association nationale des commerçants et artisans en collaboration avec l'Union générale des commerçants et artisans, la Direction du commerce, la Chambre d'artisanat et des métiers et les directions des moudjahidines des wilayas de Tiaret et Tissemsilt, cette rencontre a été marquée par un témoignage du moudjahid et commerçant Bouchama Mohamed qui a participé à la grève des huit jours. Cet événement historique, exprimant la solidarité du peuple algérien face à l'oppression dont ont fait l'objet les commerçants par le colonialiste français à titre de représailles pour leur soutien à la révolution, a eu un grand écho, a-t-il souligné. Le programme de commémoration du 64e anniversaire de la grève des huit jours et du 65e de la fondation de l'UGCAA a comporté entre autres l'organisation d'une exposition sur divers métiers et activités commerciales et une opération de reboisement au niveau de la forêt "Radar".

TÉBESSA

10 écoles primaires alimentées en gaz propane à El-Ogla

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Tébessa a mobilisé une enveloppe financière de plus de 18,5 millions DA pour approvisionner 10 écoles primaires en gaz de propane, dans la daïra d'El Olga, a-t-on appris jeudi auprès de cette Direction. "Cette enveloppe financière a été mobilisée pour l'acquisition des citernes de gaz de propane au profit de 10 établissements scolaires dans le cycle primaire à travers les communes d'El-Ogla, Bedjen, Stah Guentis et Mazraa", a précisé la même source, soulignant que cette opération de développement vise l'amélioration des conditions de scolarisation des écoliers notamment dans les zones d'ombre. La réalisation et la

mise en service de ce projet permettra d'assurer des conditions favorables à la scolarisation des élèves de cette daïra caractérisée par un hiver rude. La même source a rappelé que le secteur de l'éducation a raccordé récemment 122 écoles primaires en cette énergie propre dans le cadre d'un programme sectoriel. En outre, pas moins de 593 bénéficiaires des contrats de pré-emploi dans le secteur de l'éducation ont été titularisés dans le cadre de la 2e vague de l'opération de placement qui concerne plus de 900 employés, a révélé la même source, soulignant que l'opération se poursuivra pour atteindre plus de 2.600 bénéficiaires.

FINANCES

Nécessité d'élargir le réseau bancaire pour une meilleure inclusion bancaire (ministre)

Le ministre des finances, Aymen Benabderrahmane a fait état jeudi à Alger de 1.690 agences bancaires à travers le territoire national, d'où la nécessité d'élargir ce réseau pour réaliser l'inclusion bancaire.

Répondant à une question orale lors d'une plénière au Conseil de la nation, présidée par Salah Goudjil, président par intérim du Conseil, le ministre a indiqué que dans le cadre du développement du réseau des antennes des banques, 40 nouvelles agences bancaires ont été ouvertes en 2020 à travers les différentes wilayas du pays dont 18 agences publiques, portant le total à 1.690 agences au niveau national.

Ce chiffre demeure "très loin" des normes internationales, a-t-il reconnu, expliquant que la moyenne par rapport au nombre des habitants est de 1 agence/10.000 habitants, tandis qu'en Algérie cette moyenne est de 1 agence/26.000 habitants.

Cette situation implique la recherche de solutions à travers la création de nouvelles agences bancaires à même de permettre la réalisation de l'inclusion bancaire, a-t-il estimé.

Concernant le réseau bancaire public, le nombre total des agences s'élève à 1.186 agence à travers l'ensemble du territoire national tandis que le réseau des banques privées ne s'étend pas à toutes les wilayas,



a ajouté le ministre, appelant à remédier à cette situation à travers l'ouverture d'agences privées à travers toutes les wilayas.

M. Benabderrahmane a déclaré avoir instruit les banques publiques d'élargir son réseau national et d'améliorer l'intégration financière de la population, par le développement des services bancaires

électroniques, l'utilisation des nouveaux moyens de paiement et l'ouverture de guichets dédiés à la finance islamique.

Ces mesures "s'inscrivent dans le cadre des alternatives économiques et de l'encouragement des banques à proposer de nouveaux produits contribuant au développement et répondant aux exigences de la société", a-t-il soutenu.

Concernant la wilaya de Naama, le ministre a dit qu'elle comptait 4 banques publiques avec 7 agences bancaires au total, annonçant le plan du Crédit populaire d'Algérie (CPA) pour l'ouverture de deux nouvelles agences dans les communes de Naama et Mecheria. S'exprimant à la presse en marge de la séance, M. Benabderrahmane a affirmé que le budget consacré aux vaccins anti-covid 19 "passera avant tout autre budget, car il s'agit là de la santé du citoyen".

Le premier argentier du pays a rappelé que le président de la République supervisait personnellement ce dossier, soulignant que les vaccins sont disponibles comme promis, soit avant la fin de janvier dernier.

ENERGIE

"Instaurer "en urgence" un modèle énergétique sobre et durable"

L'Algérie doit instaurer "en urgence" un modèle énergétique sobre et durable, permettant une optimisation accrue de la consommation interne et une intégration importante des énergies renouvelables, a indiqué le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREF) dans un nouveau rapport. "A la lumière de la première évaluation qui montre que notre pays a épuisé entre 2010 et 2019, un peu plus que 230 milliards de mètres cubes de gaz naturel (consommation directe et sous forme d'électricité), 148 millions TEP de produits pétroliers (essence et gasoil) et 20 millions tonnes de GPL, avec une croissance moyenne annuelle de 5%, il devient plus qu'urgent de tout mettre en œuvre afin d'instaurer un modèle énergétique durable et sobre en ressources", souligne le CEREF dans son rapport consacré à l'évolution de la consommation énergétique nationale au cours des dix dernières années. L'analyse du Commissariat fait ressortir que le secteur du transport a mobilisé à lui seul 142 millions TEP entre 2010 et 2019, soit une facture énergétique supérieure à celle globalement allouée à la production d'électricité (116 millions TEP).

Plus encore, le rapport indique qu'en faisant un recoupement entre les statistiques de consommation faites par secteur (142 millions TEP pour le transport) et par produit (148 millions TEP pour les produits liquides), on peut comprendre qu'il est essentiellement question de transport routier qui utilise exclusivement les combustibles liquides (essence, gasoil).

Partant de ce constat, le Commissariat souligne que plusieurs voies s'offrent à l'Algérie afin de réorganiser de manière rationnelle le monde du transport et d'adapter aux exigences d'une efficacité énergétique devenue incontournable pour de multiples raisons dont la sécurité de l'approvisionnement et la protection de l'environnement.

S'agissant du secteur industriel et BTP qui ne représente que 22% de la consommation énergétique totale au cours des dix dernières années (90 millions TEP), le Commissariat relève que celui-ci peut contribuer à une économie substantielle quant à sa demande énergétique, en encourageant à devenir lui-même auto-producteur à travers le déploiement de ses propres moyens de production à base de ressources renouvelables.

Le Commissariat ajoute que sur un autre plan et selon les procédés industriels, "toutes les possibilités permettant la cogénération devraient être saisies, afin d'en tirer profit de manière directe (recyclage de l'énergie récupérée dans le processus lui-même) ou indirecte (chauffage des locaux ou de l'eau sanitaire)". S'ajoutent à cela, les déchets et les boues (issues des eaux usées, de l'extraction de pétrole...) qui peuvent être exploités comme combustibles dans les processus industriels, selon le même rapport citant l'exemple des cimenteries. Enfin, il estime que des "audits énergétiques doivent être multipliés avec un suivi rigoureux de l'application des recommandations auxquelles ils aboutiront". Le CEREF, a par ailleurs, rappelé qu'il avait formulé plusieurs recommandations dans son premier rapport annuel, en relation avec l'efficacité énergétique et le déploiement des énergies renouvelables.

SECTEUR DE LA PÊCHE

Amélioration des emplois et de la flotte en 2019 (ONS)

Le nombre de la population activant dans le secteur national de la pêche, emplois directs et indirects, de même que la flotte du secteur, ont connu des améliorations durant l'année 2019 par rapport à 2018, selon les données consolidées de l'Office national des statistiques (ONS).

La population activant dans le secteur de la pêche s'est élevée à 122.509 emplois en 2019, dont près de 48% considérés comme des emplois directs, affichant une croissance de 5,9% par rapport à l'année de comparaison d'avant, selon le bilan de l'Office. La ventilation de la population maritime fait ressortir une dominance des emplois directs avec 58.545 emplois, soit 47,8% de la totalité de la population activant dans ce secteur, en hausse de 4,2%.

Ces emplois directs sont composés de 49.903 marins pêcheurs, soit plus de 85% du chiffre global des emplois du secteur de la pêche, (en hausse +3,6%), 5.911 patrons côtiers

(+10,5%) et 2.731 mécaniciens (+1,2%). Les emplois indirects ont totalisé 63.964 postes, soit plus de 52% du total des postes d'emploi, en hausse de 7,6%, ajoutent les données de l'ONS.

La répartition des inscrits maritimes par wilaya fait ressortir Mostaganem et Tipaza avec près de 13% chacune du total des emplois directs. Par catégorie professionnelle, le nombre le plus élevé de marins est enregistré dans la wilaya de Tipaza avec 6.433 travailleurs, suivie par Mostaganem (6.205), Ain Temouchent (5.862) et Annaba avec 5.437 marins. Quant aux patrons côtiers, la wilaya de Mostaganem compte le nombre le plus important avec 825 patrons suivie par Jijel (644), El Taref (566) et Tipaza (562).

Flottille: croissance positive

En 2019, la flottille de pêche nationale a atteint 5.793 navires de pêche contre 5.617 unités en 2018, en hausse de 3,1%, selon l'Office. Cette flot-

tille est constituée de 1.660 sardiniers (en hausse de 21,6% par rapport à 2018), de 3.550 petits métiers (en baisse de 3,3%), de 550 chalutiers, en baisse de 0,2%, de 24 thoniers (en hausse de 26,3%) et de neuf (9) coralliers (stagnation).

L'ONS relève, d'après les principaux indicateurs du secteur de la pêche, que 44,4% de cette flotte sont des navires inactifs, ce qui a eu un impact direct sur la production. Cette flottille est caractérisée par la prédominance des unités ayant une longueur de moins de 6 mètres, avec 43,8% du total, les navires dépassant les 12 mètres (28,1%), alors que les navires qui dépassent ou égalent à une longueur de 24 mètres ne représentent que 1,7% du total de la flotte. La répartition de la flotte de pêche nationale par wilaya côtière révèle que Tipaza s'empare de la plus grande part avec 866 navires de pêche, soit près de 15% de la flottille nationale, suivie par Annaba avec

(629 unités), Skikda (548), Boumerdes (539) et Chlef avec 447 unités. Quant à la répartition par port, elle indique que le port d'Annaba compte le plus grand nombre soit 535 navires, suivi par les ports de Ténès et Bouharoune avec respectivement 447 et 333 navires.

Par type de métiers, le port de Ghazouet se démarque avec 80 chalutiers, suivi des ports de Bouzedjar (Ain Temouchent), Annaba et Mostaganem avec 44 chalutiers pour chaque port et 43 chalutiers pour celui de Cherchell. Pour ce qui est des sardiniers, les ports de Annaba, Sidi Lakhdar (Mostaganem) et Ténès (Chlef) se sont positionnés au premier rang avec respectivement 129.109 et 104 sardiniers. S'agissant des petits métiers, les ports de Annaba, Ténès et Bouharoune se distinguent respectivement avec 356, 312 et 209 unités, soit plus de 24% du total des petits métiers.

La production nationale a atteint plus de 104.880 tonnes en 2019 (ONS)

La production halieutique nationale a atteint 104.881 tonnes en 2019 contre 120.354 tonnes en 2018, enregistrant une baisse de sa croissance annuelle de près de 13%, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS).

Ce recul de la production des pêches de capture s'explique principalement par le fait que 44,4% de la flotte sont des "navires inactifs", selon les dernières données de l'Office sur les principaux indicateurs du secteur de la pêche pour l'année 2019.

Par groupes d'espèces, à l'exception des poissons démersaux, qui ont représenté 7,4% de la production globale, avec une hausse de production de plus de 31%, les autres espèces ont connu des baisses de la production en 2019 et par rapport à 2018.

La production des poissons démersaux a atteint de 7.742 tonnes contre 5.884 tonnes, en hausse de 31,6%, indiquent les données statistiques de l'Office.

Les quantités de poissons pélagiques pêchés (y compris le thon rouge), qui ont représenté plus de 72% de la production globale, ont atteint 75.916 tonnes contre 92.330 tonnes, en baisse de 17,8%, suivie de

la production des poissons mous qui avec 892 millions de tonnes contre 1.593 millions de tonnes (-44%), les crustacés avec 2.142 tonnes contre 2.192 tonnes (-2,3%), les raies et squales avec 197 tonnes contre 355 tonnes (-44,5%) et enfin la production plaisancière et aquacole qui a connu une relative stagnation avec 17.992 tonnes. Les poissons pélagiques sont ceux qui vivent en dessous de 200 mètres de profondeur de la mer (thon, maquereau...) alors que les poissons démersaux sont ceux qui vivent au-dessus du fond et sont très dépendantes du fond d'où elles tirent leur nourriture (dorade, merlu, merlan, morue...). Par zone d'activité aquacole, la pêche continentale (barrage, lac, bassins agricoles et plans d'eau) a produit 2.230 tonnes en 2019, soit 47,1% de la production totale, accusant une baisse de 27,4% par rapport à 2018. Pour ce qui est de la pisciculture d'eau marine et de la conchyliculture, la production a atteint 2.505 tonnes, enregistrant une augmentation de 23,5%.

Quant à la répartition régionale de la production halieutique globale, l'Office précise, que la plupart des 14 wilayas côtières

ont affiché un recul de la production à l'exception des wilayas de Skikda (+24,7%), Boumerdes (21,4%), El-Taref (17,9%) et Annaba (14,5%). La wilaya de Ain Temouchent, même avec une chute estimée à plus de 33%, demeure toujours la première productrice de poissons avec une production évaluée à 15.426 tonnes, soit près de 15% de la production nationale.

Hausse des exportations des poissons vivants

Concernant le commerce extérieur des produits halieutiques, l'ONS indique que 1.999,3 tonnes ont été exportées en 2019 pour une valeur de 9,4 millions de dollars contre 4.158,6 tonnes pour une valeur de 12,38 millions de dollars en 2018, soit une baisse de près de 52% en volume et de 26,2% en valeur.

En revanche, le volume des poissons vivants, qui représentent près de 40% du volume global de ces exportations, a augmenté de 98,8%, passant de 395,2 tonnes en 2018 à 785,6 tonnes en 2019, a ajouté la même source.

Les importations, par contre, ont augmenté de 13,6% en volume, atteignant

35.064,6 tonnes contre 30.862,5 tonnes en 2018. Cette variation haussière s'explique notamment, par l'augmentation des importations des filets de poissons et des poissons frais, avec respectivement +37,9% et +44,5%. A l'inverse de ces deux produits, l'importation des poissons congelés qui représente 31% du total des importations, a diminué de 3,7% par rapport à la même période de comparaison. En termes de valeurs, le montant de ces importations s'est établi à 117,8 millions de dollars en 2019 contre 99,5 millions de dollars en 2018, en hausse de 18,4%. Près de 61% du montant global des importations résultent de l'importation des filets de poissons, soit près de 72%, détaille l'organisme des statistiques.

La balance commerciale du secteur de la pêche a connu un déficit de 108,7 millions de dollars en 2019, contre un déficit de 87,2 millions de dollars en 2018, en hausse de 24,7%. Les exportations des produits halieutiques ont assuré la couverture des importations à hauteur de 7,8% contre 12,4% en 2018, accusant ainsi un recul (de taux de couverture) de 37,6%, selon l'ONS.

PÉTROLE

Le brut de l'Opep au plus haut niveau depuis un an

Le panier de l'Opep, constitué de prix de référence de 13 pétroles bruts, dont le Sahara Blend algérien, a terminé la semaine au plus haut niveau depuis un an, dépassant les 58 dollars, selon les données publiées par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole.

"Ce panier de référence de l'OPEP (ORB), introduit en 2005 s'est élevé à 58,25 dollars le baril en fin de semaine, contre 57,72 dollars mercredi dernier", précise la même source.

L'ORB avait débuté le mois courant à 55,13 dollars après avoir terminé 2020 en hausse de 6,56 dollars, ou 15,4% en décembre dernier, pour s'établir à 49,47 dollars le baril contre 42,61 dollars en novembre dernier.

Pour février, le brut de l'Opep maintient sa tendance haussière dans un contexte d'une progression des prix du brut de référence liés au milieu des signes d'amélioration des fondamentaux du marché pétrolier. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril a terminé la semaine en hausse de 50 cents ou 0,84% à Londres par rapport à la clôture de



jeudi, à 59,34 dollars. En séance, il avait grimpé à 59,75 dollars mais n'a pu franchir le seuil pré-pandémique de 60 dollars, tandis que le baril américain de WTI pour le mois de mars s'est apprécié dans le même temps de 1,10% ou 62 cents à 56,85 dollars, après avoir atteint 57,09 dollars,

au plus haut depuis le 22 janvier 2020.

Cette amélioration reste soutenue notamment par les efforts des membres de l'Opep et leurs alliés pour rééquilibrer le marché.

Ils avaient affiché lors de la 26ème réunion du Comité ministériel conjoint de suivi (JMCC),

tenu mercredi dernier, leur optimisme quant à une reprise de l'économie mondiale, et par ricochet celle de la demande de pétrole brut.

"Le JMCC a observé que si les perspectives économiques et la demande de pétrole resteraient incertaines dans les mois à venir, le déploiement progressif de vaccins dans le monde est un facteur positif pour le reste de l'année, stimulant l'économie mondiale et la demande de pétrole", lit-t-on dans le communiqué final de la réunion.

Ce Comité a également noté que depuis la réunion ministérielle d'avril 2020, l'OPEP et les pays non membres de l'Organisation ont ajusté la production de pétrole à la baisse de 2,1 milliards de barils au total, stabilisant le marché pétrolier et accélérant le processus de rééquilibrage.

USA

La patronne du FMI soutient le plan de sauvetage économique de Biden

La directrice générale du Fonds monétaire international a soutenu vendredi le plan de sauvetage de l'économie du président américain Joe Biden, dont le montant gigantesque de 1.900 milliards de dollars fait débat aux États-Unis.

"Étant donné les incertitudes exceptionnelles, et plus important, étant donné que les ménages et les entreprises souffrent encore beaucoup, nous pensons que l'utilisation de cet espace budgétaire est appropriée", a déclaré Kristalina Georgieva lors d'une table ronde virtuelle avec des journalistes.

Le montant du paquet d'aides, qui comprend notamment des aides directes aux ménages, des enveloppes pour les écoles et les États et la vaccination, se heurte à l'opposition des sénateurs républicains qui soulèvent le risque de dérapage des finances publiques.

Une tribune publiée jeudi dans le Washington Post, de Lawrence Summers, ancien président de l'université de Harvard, ancien secrétaire au Trésor et ancien conseiller économique de Barack Obama, note que ce plan est "admirablement ambitieux" mais il comporte aussi des risques.

"Nous soutenons la détermination du président Biden à se concentrer sur les aides à fournir, les dépenses sur les vaccins, les tests, les soins de santé, (...) pour aider les personnes les plus en difficulté avec une aide alimentaire", a pour sa part indiqué Mme Georgieva. Le FMI est "un grand partisan", a-t-elle dit, des crédits d'impôts pour la garde d'enfants, l'une des mesures phare contenues dans le plan de Joe Biden.

Alors que les sénateurs républicains veulent exclure les collectivités locales des aides, la dirigeante a rétorqué qu'il est "clairement nécessaire de soutenir les États et les gouvernements locaux" pour fournir les services qu'on attend d'eux.

Par ailleurs, en consacrant des fonds aux écoles — autre mesure que les républicains ne veulent pas acter — l'administration Biden signale "au reste du monde" l'importance d'investir dans les écoles alors que les élèves ont pris beaucoup de retard dans leur cursus scolaire avec de nombreux établissements fermés depuis près d'un an.

Elle a reconnu qu'il fallait évidemment être attentif aux risques, dont la dette et la potentielle surchauffe de l'économie. "Mais nous avons la meilleure secrétaire au Trésor possible", a jugé Kristalina Georgieva, en référence à la nouvelle ministre de l'Économie américaine Janet Yellen, qui est aussi l'ancienne présidente de la Banque centrale.

Pour passer outre l'opposition républicaine pour faire adopter le plan au Congrès, les démocrates pourraient utiliser une procédure de vote à la majorité simple.

ORGANIZATION MONDIALE DU COMMERCE

Washington soutient la Nigériane Ngozi Okonjo-Iweala à la tête de l'OMC

Washington a annoncé vendredi "son soutien appuyé" à Ngozi Okonjo-Iweala à la tête de l'organisation mondiale du Commerce (OMC), levant ainsi le veto américain mis par l'administration Trump sur la candidature de la Nigériane.

"L'administration Biden-Harris est heureuse d'exprimer son soutien appuyé à la candidature du Dr Ngozi Okonjo-Iweala au poste de prochain directeur général de l'OMC", ont indiqué les services du représentant au Commerce dans un communiqué.

"Le Dr Okonjo-Iweala apporte la richesse de ses connaissances en économie et en diplomatie internationale grâce à ses 25 ans à la Banque mondiale et de deux mandats en tant que ministre nigériane des Finances", ajoutent-ils.

L'administration Trump soutenait l'autre candidate, la ministre sud-coréenne du Commerce Yoo Myung-hee, qui a finalement annoncé vendredi renoncer à ce poste. Les services du représentant au Commerce ont tenu à souligner que les deux femmes étaient "hautement qualifiées" pour ce poste et se félicitent que c'est "la première fois qu'une femme atteint ce stade de l'institution". Ils soulignent que les États-Unis sont prêts à s'engager dans la prochaine phase du processus de l'OMC "pour parvenir à une décision consensuelle". L'administration Biden précise par ailleurs qu'elle a "hâte de travailler avec" la nouvelle directrice "pour réaliser la nécessaire réforme de fond de l'OMC". Elle rejoint sur ce point ses prédécesseurs qui avaient, eux, aussi appelé à réformer cette organisation.

APs

AUTOMOBILE

Une réunion internationale sur l'avenir du travail dans le secteur du 15 au 19 février (OIT)

L'Organisation internationale du travail organisera, du 15 au 19 février prochain à Genève, une réunion technique sur l'avenir du travail dans le secteur automobile et sur la nécessité d'investir dans le potentiel humain et dans le travail décent, a-t-elle annoncé dans un communiqué publié sur son site web.

La réunion abordera les besoins futurs de compétences, de formation et d'enseignement professionnels dans l'industrie automobile.

En prévision de cette rencontre, le Bureau international du travail (BIT) a établi un document d'orientation pour servir de base aux discussions des intervenants.

Le document en question aborde les défis et les opportunités auxquels est confrontée l'industrie automobile.

Il décrit les défis et les perspectives pour le travail décent et durable en termes d'emploi, de compétences et d'apprentissage tout au long de la vie, de protection sociale et de conditions de travail, de principes et de droits fondamentaux au travail, et de dialogue social.

Le document qui comporte un certain nombre de recommandations préalables insiste sur la garantie d'une transition juste vers un avenir du travail qui contribue au développement durable dans ses dimensions économique, sociale et environnementale. Les

auteurs du document insistent à ce titre sur la nécessité de promouvoir l'acquisition de compétences, d'aptitudes et de qualifications en faveur de tous les travailleurs tout au long de la vie active, en tant que responsabilité partagée entre les gouvernements et les partenaires sociaux pour remédier aux déficits dans la matière.

Il s'agit également de reconsidérer les programmes de la formation professionnelle en accordant une attention particulière à l'adaptation des systèmes d'éducation et de formation aux besoins du marché du travail, en tenant compte de l'évolution de cette industrie qui a connu un grand changement dont les avancées techniques et technologiques dans la fabrication automobile. Evoquant les volets de la santé et de la protection sociale des travailleurs du secteur automobile, les auteurs du document notent que l'industrie automobile demeure une industrie dangereuse malgré des améliorations notables au cours de son histoire.

A ce titre, ils se réfèrent aux données du Bureau des statistiques du travail des États-Unis qui affirment que, pour 100 travailleurs employés à plein temps dans la fabrication de véhicules à moteur r, 6,3 ont été victimes d'une forme ou d'une autre d'accidents du travail ou de maladies professionnelles non mortels. "Le

taux des incidents pour ce secteur d'activité était beaucoup plus élevé que celui signalé par d'autres secteurs dangereux tels que le secteur minier ou celui de la fabrication de produits chimiques de base, dont les taux des incidents s'élevaient à 2,3 et 1,3 pour 100 travailleurs, respectivement", conclut à même source. Le taux d'accidents élevé dans ce secteur peut s'expliquer par plusieurs raisons, poursuit le document, expliquant que les travailleurs de l'industrie automobile sont exposés à de nombreux facteurs de risque, parmi lesquels les conditions ergonomiques, le risque d'être frappé ou coincé entre des objets, les glissades, trébuchements et chutes, l'exposition au bruit, aux vibrations, au feu et à d'autres facteurs de risque, ainsi que les substances dangereuses.

La bonne nouvelle pour le secteur est que l'industrie automobile et de la numérisation croissante fera qu'un nombre croissant de tâches dangereuses pourront, à l'avenir, être accomplies par des robots et commandées à distance.

Au sujet des participants, le Conseil d'administration de l'OIT a décidé que la réunion sera ouverte à tous les gouvernements et que huit représentants des travailleurs et huit représentants des employeurs seraient nommés sur la base des désignations faites par leurs groupes.

ARGENTINE

La prochaine mission du FMI va se pencher sur les conditions d'une aide

La prochaine mission du FMI en Argentine, qui sera en mode virtuel, doit permettre de trouver une "vision commune" sur le programme d'aide et "les conditions clés" requises, a indiqué vendredi la patronne du Fonds monétaire international.

"Globalement, nous visons une vision commune, un bon équilibre entre la stabilité (financière), le soutien aux personnes les plus vulnérables, et la création de conditions pour que le secteur privé

puisse tirer la croissance", a expliqué Kristalina Georgieva, lors d'une table-ronde avec des journalistes. "L'objectif commun est d'arriver à un point d'entente avant de nous mettre d'accord sur ce à quoi cela (ce programme) ressemblerait", a-t-elle ajouté, soulignant que pour le moment, "on n'en est pas là". Elle a jugé "prématuré" de parler des détails du programme lui-même tout en soulignant que les deux parties travaillaient "de manière très constructive

pour parvenir à un accord".

"Pour danser le tango, il faut être deux", a-t-elle également commenté. Les relations entre l'Argentine et le FMI ont été mouvementées dans le passé. Lors de la crise du début des années 2000, la population argentine s'était insurgé contre les mesures de rigueur imposées par le Fonds en échange d'une aide financière. Le gouvernement de Buenos Aires cherche notamment à prolonger jusqu'à dix ans le remboursement du prêt

de 44 milliards de dollars que le FMI lui avait accordé en 2018. Le ministre de l'Économie Martín Guzmán a réitéré la semaine dernière que le gouvernement souhaitait achever les négociations avec le FMI d'ici mai. "Nous continuerons de faire tout notre possible pour respecter le calendrier du ministre", avait indiqué jeudi le porte-parole du FMI Gerry Rice, évoquant une nouvelle mission du FMI "dans les semaines à venir".

AÏN DEFLA Démantèlement d'une bande spécialisée dans le vol et le trafic des câbles en cuivre

Les services de la Gendarmerie nationale de Aïn Defla ont démantelé récemment à Khémis Miliana une bande de six (6) individus spécialisés dans le vol et le trafic des câbles en cuivre à partir des gares ferroviaires, en saisissant 110 m de cette matière, a-t-on appris jeudi de la cellule de communication et des relations publiques du Groupement local de ce corps de sécurité.

Suite à des informations faisant état du vol par un groupe d'individus de câbles en cuivre à partir de la voie ferrée implantée non loin de la gare ferroviaire de Khémis Miliana, les éléments de la brigade de la Gendarmerie locale ont mis en place un plan visant leur neutralisation, a-t-on indiqué de même source.

Tirant profit de manière optimale du renseignement ainsi que des patrouilles nocturnes, les éléments de la Gendarmerie ont identifié l'un des membres de la bande, l'arrêtant en début de semaine en flagrant délit de vol de câbles en cuivre à proximité de la gare de Khémis Miliana, signalant que l'individu recourait, dans l'exécution de son activité criminelle à une hache, de couteaux ainsi qu'à une houe.

Acculé, le présumé coupable a reconnu s'adonner à cette activité en compagnie de cinq de ses acolytes, a-t-on expliqué, faisant état de la saisie de 110 m de câbles en cuivre, deux haches, 3 houes et autant de couteaux. Un membre de la bande est en fuite et est activement recherché par les services de gendarmerie, a-t-on fait savoir. Après accomplissement des procédures légales, un PV a été dressé à l'encontre des membres de la bande pour les griefs de « constitution d'un groupe de malfaiteurs en vue de préparer un vol visant des propriétés publiques ». Présentés mercredi devant le procureur de la république près le tribunal de Khémis Miliana, les mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt, a-t-on conclu de même source.

Aïn Defla : démantèlement d'un réseau versé dans l'incitation à l'émigration clandestine par voie maritime

Les services de sécurité de Aïn Defla ont démantelé récemment un réseau de quatre (4) personnes âgées entre 26 et 39 ans, versées dans l'incitation à l'émigration clandestine par voie maritime, a-t-on appris jeudi de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya. Ayant eu vent des agissements suspects d'un individu originaire de Aïn Defla, faisant, par le biais d'internet, l'apologie de l'émigration clandestine par voie maritime, en organisant des voyages vers les pays européens, les éléments la Brigade Mobile de la Police Judiciaire (BMPJ) d'El Attaf, en coordination avec la brigade de lutte contre la cybercriminalité relevant de la sûreté de wilaya de Aïn Defla, ainsi que du parquet de la même localité, ont mis en place un plan minutieux visant sa neutralisation, a-t-on indiqué de même source.

Après avoir identifié le présumé suspect, les policiers ont lancé de vastes investigations, lesquels ont permis de l'arrêter, au courant de cette semaine à Aïn Defla, a-t-on fait savoir.

Son interrogatoire a permis aux policiers de sa voir qu'il active au sein d'un réseau composé de trois autres individus issus de Chlef, lesquels ont été arrêtés quelque temps après, a-t-on expliqué.

Après accomplissement des procédures légales, les mis en cause ont été présentés mercredi au procureur de la république près le tribunal d'El Attaf pour le grief d'« organisation de sorties illégales du territoire national de plusieurs personnes dans un but mercantile », lequel a placés trois d'entre eux sous mandat de dépôt, le quatrième membre de la bande se voyant condamné aux procédures de contrôle judiciaire, a-t-on indiqué de même source.

ZONES D'OMBRE À ALGER 3 milliards DA pour la réalisation de 300 projets

Une enveloppe de 3 milliards de Da a été dégagée pour la réalisation de 300 projets au profit de plus de 145.000 habitants de zones d'ombre recensées à Alger, notamment dans les haouch, régions isolées et suburbaines, a-t-on appris auprès de la wilaya.

La wilaya d'Alger a ainsi réalisé, en application des instructions du président de la République relative à la nécessaire accélération de la prise en charge des zones d'ombre, un total de 300 projets suite au recensement de 159 zones réparties sur 24 communes et 12 circonscriptions administratives regroupant 145.316 habitants et 43.649 foyers.

Ces projets sont destinés à couvrir les besoins essentiels de la vie, à savoir l'eau potable, l'assainissement, le gaz et le transport scolaire outre la réalisation de routes, de stades de proximité, d'éclairage public et de transport public.

Jusqu'à présent, 273 projets ont été parachevés et 17 autres sont en cours de finalisation outre le parachevement des mesures administratives liées à 10 autres projets.

Les travaux de tous les projets seront achevés d'ici mars prochain, a fait savoir le responsable.

Une enveloppe de près de 3 milliards de DA a été dégagée à cet effet, un budget auquel la wilaya a contribué à hauteur de 2,6 milliards de DA, le reste a été assuré par la commune et par le Fonds de la solidarité qui a participé à l'acquisition de 24 bus de transport scolaire.

Plus explicite, M. Hammouche dira que les zones bénéficiaires de ces projets sont essentiellement des zones suburbaines et agricoles ayant déjà été inscrites au titre d'un programme spécial prévoyant 463 projets devant être réalisés essentiellement dans les communes aux revenus limités.

Par contre, aucune zone d'ombre n'a été recensée dans les communes urbaines ou celles ayant des recettes fiscales, à l'instar d'Alger Centre, Sidi M'hamed, Hussein Dey, Kouba ou Bir Mourad Raïs.

La wilaya d'Alger a recouru à des solutions "d'urgence" pour une prise en charge prompte des revendications des citoyens, les grands projets ne pouvant être réalisés rapidement (écoles, bureaux de poste, assainissement) en raison notamment des budgets requis, et des assiettes foncières nécessaires à la réalisation de ces infrastructures.

EL-BAYADH Plus de 1.100 cas d'envenimation scorpionique en 2020

La Direction de la santé et de la population de la wilaya d'El-Bayadh a enregistré en 2020 plus de 1.100 cas d'envenimation scorpionique dont quatre ayant entraîné la mort, a-t-on appris jeudi auprès de ses services.

Le service de prévention à la DSP a fait remarquer une baisse de plus de la moitié du nombre de cas d'envenimation au scorpion par rapport à l'année 2019, qui a enregistré plus



de 2.500 cas dont un décès. La même source a attribué cette baisse à l'opération lancée par les services de la wilaya en 2018, qui a permis la capture d'un grand nombre de scorpions dont plus de 15.000 ont été transférés à l'Institut Pasteur d'Alger pour fabriquer le sérum. De nombreux cas d'envenimation scorpionique sont relevés chaque année pour plusieurs facteurs dont notamment le manque d'éclairage

public et la prolifération des déchets en milieu urbain et autres, a-t-on souligné. Le retard accusé dans le transport des blessés vers les unités de santé fait partie des facteurs conduisant à la mort, nonobstant le recours de nombreux blessés à un traitement traditionnel, ce qui constitue un danger pour leur vie, en dépit des appels au transfert des blessés en urgence vers les établissements de santé les plus

de l'écoles. La ferme Cheikh El-Haddad, dans la commune des Eucalyptus, est un échantillon de ces zones d'ombre dont les habitants ne peuvent même pas réparer ou agrandir leurs habitations précaires car étant "illégal".

Malgré leurs protestations devant le siège de l'APC où ils ont vu se succéder un tas de responsables, leurs problèmes ne sont toujours pas réglés et les multiples recensements pour les inclure sur les listes de logement n'ont donné lieu à aucun changement concret pour eux.

Les habitants de la rue Palais Rouge, dans la même commune, se plaignent, quant à eux, de la vétusté des canalisations d'assainissement qui ne sont plus adaptées à la densité de population actuelle.

Lorsqu'il pleut, les canalisations se bouchent et des maisons sont alors inondées par rufolement des eaux usées. Et pour ne rien arranger à la situation, la chaussée est elle aussi dans un piteux état. Selon les habitants, après des années de calvaire, les autorités ont lancé, il y a quelques jours, les travaux de réalisation d'un réseau d'assainissement.

Les revendications relatives à la remise en état de la chaussée et à la construction d'une école à proximité, ne sont, quant à elles, pas à l'ordre du jour.

Le président de l'Assemblée populaire communale (P/APC) des Eucalyptus, Boualem

Belgacem a fait état de 22 zones d'ombre au niveau de sa commune qui a bénéficié de trois projets dans le cadre du programme urgent Zones d'ombre, décidé par le président de la République.

Il s'agit, selon lui, de l'aménagement de deux voies importantes.

La première liant Haouch Milar à la route communale N 6, et la seconde, la cité 1200 logements à la route communale en passant par Haouch Si Belaid.

Outre le projet de réalisation d'un réseau VRD (voirie et réseaux divers) toujours à Haouch Si Belaid, qui a coûté 63.609,285 Da.

Indiquant que son APC avait transmis à la wilaya la fiche technique du reste des zones recensées en attente de percevoir les budgets y afférents, M.

Belgacem a cité comme exemple la ferme de Cheikh El-Haddad devant bénéficier des projets d'assainissement, de gaz et d'éclairage.

Dans la commune d'El Mohammadia, et à proximité de la Grande Mosquée d'Alger, 27 familles continuent à survivre, depuis 2008, dans les caves des immeubles de la cité 225 logements dans des conditions "inhumaines", selon les propos du président du comité de quartier.

Même problème relevé à la cité 138 logements dans la même collectivité, où les eaux s'infiltrèrent dans les appartements du fait de l'usure des canalisations.

Même les sous-sols ont été squattés par des familles qui n'ont trouvé d'autres refuges, face aux conditions dif ficiles qui menacent leurs vies.

Les habitants ont évoqué le problème de non-paiement des redevances de leurs logements.

"Les habitants de cette cité n'ont pas payé leurs redevances depuis 2001 et ont demandé aux autorités locales, à plusieurs reprises, de régler cette question", nous confie Mme Nadia Zaïm qui exprime son appréhension quant à l'accumulation des dettes et au report injustifié qui pourrait lui faire perdre le logement qui l'abrite depuis 20 ans.

ENVIRONNEMENT - CLIMAT

"Les pays en développement touchés par les changements climatiques n'ont reçu aucune aide financière internationale"

Les pays en développement dont l'Algérie qui sont les plus touchés par les conséquences des changements climatiques dus au réchauffement climatique, n'ont pas reçu l'aide financière promise par les pays industriels développés qui sont à l'origine de ses changements, a affirmé la directrice de l'Agence nationale des Changements climatiques (ANCC), Saïda Laouar.

Invité au Forum de l'environnement, diffusé via une vidéo partagée sur la page Facebook du ministère de l'Environnement, Mme Laouar a fait savoir que les pays développés avaient promis aux pays en développement touchés par les conséquences des changements climatiques, une aide financière de 100 Mds USD pour la réalisation de projets devant renforcer leurs capacités à faire face aux changements climatiques dus au réchauffement climatique, à l'instar des inondations, des feux de forêts, des canicules et autres catastrophes naturelles, ajoutant que cette promesse n'a jamais été honorée.

Les pays en développement avaient également promis le transfert des nouvelles technologies au profit des pays en développement afin de faire face aux changements climatiques, ce n'était que des promesses en l'air, a-t-elle dit.

La même responsable a souligné que l'accord de Paris, ratifié par l'Algérie en octobre 2016, impose aux pays développés "le financement" et "l'accompagnement technique" des projets environnementaux en faveur des pays touchés par les émissions polluantes en vue de leur permettre de s'adapter aux changements climatiques.

La Directrice des changements climatiques au ministère de l'Environnement, Fazia Dahlab a, pour sa part, affirmé que l'Algérie, à l'instar des autres pays en voie de développement "n'est pas responsable" du réchauffement climatique et de



l'appauvrissement de la couche d'ozone, mais elle est plutôt "victime" de ses répercussions.

Au regard de sa position géographique dans une région exposée à la vulnérabilité au climat, notre pays a le droit de bénéficier d'un soutien financier international pour financer les grands projets lui permettant de s'adapter à ces changements climatiques, a-t-elle précisé.

En se basant sur un rapport du Comité d'experts de l'ONU en climatologie, Mme Dahlab a indiqué que le contenu de celui-ci avait établi scientifi-

quement que "l'Algérie qui se situe au Nord de l'Afrique, est grandement exposée à la vulnérabilité au climat", sachant que le taux de ses émissions de gaz à effet de serre n'est que de 0,39 %, un taux très faible par rapport aux pays développés (la Chine 22 % et les Etats unis 28 %).

Lors du Sommet Action Climat 2019, tenu en septembre 2019 à New York, l'Algérie s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 7 % et s'est dite prête à les réduire de 22 % d'ici 2030, dans le cas où elle bénéficie d'un financement international, a-t-elle rappelé.

CHINE

Onze morts après le renversement d'un bateau de pêche sur un lac

Onze personnes ont perdu la vie tandis que trois autres ont pu survivre après qu'un bateau de pêche a chaviré sur un lac dans la province de l'Anhui, dans l'est de la Chine, a déclaré samedi le département local d'intervention d'urgence.

L'accident mortel s'est produit jeudi soir sur le lac Bohu, où le bateau de pêche transportant 14 villageois du district de Susong s'est renversé.

FRANCE

Au moins 3 blessés et 2 disparus dans une explosion dans le centre de Bordeaux

Une importante explosion, qui serait due au gaz, a secoué, samedi matin, la ville de Bordeaux, faisant au moins 3 blessés et 2 disparus, selon les médias locaux qui citent les sapeurs pompiers.

L'explosion est survenue au niveau d'un garage situé dans une rue d'un quartier proche du centre-ville, provoquant la destruction de ce garage et celles de "deux bâtiments attenants en R+1".

Le souffle a été ressenti dans tout le quartier, d'après des témoignages sur place rapportés par les médias.

Selon les premières constatations, l'explosion serait due au gaz, une hypothèse qui reste cependant à confirmer.

Le gaz a été aussitôt coupé dans cette rue où l'explosion a brisé plusieurs vitrines de commerces, selon des images sur les réseaux sociaux.

Un important dispositif d'une cinquantaine de pompiers a été déployé.

BRÉSIL

Vale va verser 7 milliards de dollars pour la catastrophe de Brumadinho

Le conglomérat brésilien Vale a accepté de verser plus de 7 milliards de dollars de dommages "sociaux et environnementaux", deux ans après la catastrophe minière de Brumadinho qui avait fait 270 morts, aux termes d'un accord rejeté par les victimes.

Les autorités de Minas Gerais, où se trouve Brumadinho, dans le sud-est

du Brésil, ont indiqué jeudi que l'accord conclu avec l'un des premiers groupes mondiaux de minerai de fer autour de la catastrophe du 25 janvier 2019 était le plus gros accord de compensation jamais signé en Amérique latine.

Elles ont toutefois prévenu que "le montant (de l'accord) correspond seulement à une estimation" et qu'il "pourrait

être augmenté, en cas de nécessité". Début 2019, la rupture du barrage de retenue de déchets miniers avait libéré des millions de tonnes de résidus de minerai qui avaient englouti 270 personnes et toute une région, provoquant un désastre majeur pour la faune et la flore. Onze corps n'ont jamais été retrouvés sur l'immense site dévasté près de

la petite ville de Brumadinho, de 40.000 habitants, en dépit de recherches ayant duré des mois.

Le gouvernement de Minas Gerais avait demandé beaucoup plus en dommages que les 3,7 milliards de réais obtenus: il souhaitait 55 milliards de réais (10,2 milliards de dollars) dont 28 milliards de réais pour préjudices moraux.

USA

Un intrus monte dans un avion officiel sur une base militaire

L'US Air Force a ouvert une enquête interne vendredi après qu'un intrus est parvenu à monter dans un avion officiel sur une base militaire proche de Washington, malgré les mesures de sécurité renforcées après l'assaut du 6 janvier contre le Capitole.

Un "homme adulte" a réussi à pénétrer jeudi sur la base militaire d'Andrews, qui accueille les dignitaires étrangers en visite à Washington et où sont stationnés les avions officiels américains, notamment l'avion présidentiel Air Force One, a indiqué l'US Air Force dans un communiqué.

Il a "embarqué illégalement à bord d'un C-40", version militaire du Boeing 737, avant d'être interpellé par les autorités, a ajouté l'armée de l'air, soulignant que l'homme n'était pas armé et que personne n'a été



blessé. Les appareils C-40 stationnés sur la base aérienne d'Andrews sont utilisés par les membres du gouvernement américain, les hauts responsables du Congrès ou les hauts gradés militaires lors de leurs déplacements officiels. L'US Air Force n'a pas précisé comment

l'homme avait réussi à pénétrer sur la base aérienne, qui est pourtant étroitement gardée, ni combien de temps il avait passé à bord de l'avion.

Mais le communiqué de l'armée de l'air précise que "rien n'indique que l'individu ait un lien quelconque avec des

groupes extrémistes". L'US Air Force a ouvert une enquête sur cette effraction et s'est engagée à en publier les conclusions. "Tout le monde prend ceci très au sérieux. Le ministre (de la Défense, Lloyd Austin) prend ceci très au sérieux", a assuré le porte-parole du Pentagone, John Kirby, soulignant que l'enquête porterait sur les mesures de sécurité de l'US Air Force dans le monde entier. Des milliers de soldats de la Garde Nationale renforcent la sécurité de Washington depuis l'assaut contre le Capitole par des manifestants pro-Trump qui a fait 5 morts.

Alors que les autorités craignent de nouvelles manifestations, ils sont chargés de protéger le Capitole pendant le procès en destitution de Donald Trump qui doit démarrer le 9 février.

FRANCE

Neuf départements maintenus "en vigilance orange"

Neuf départements de France ont été maintenus samedi par Météo France, "en vigilance orange pour risque de crues".

Il s'agit de l'Aisne, la Charente, la Charente-Maritime, les Landes, le Maine-et-Loire, l'Oise, la Saône-et-Loire, la Seine-et-Marne et la Somme.

L'alerte orange aux crues a été cependant levée pour la Gironde et le Lot-et-Garonne, vendredi à 22 heures (HL), a indiqué l'institut météorologique dans un bulletin, repris par des médias.

En Charente et en Charente-Maritime, le fleuve Charente continue de monter, notamment entre Angoulême et Saintes.

Par précaution, les 92 détenus de la maison d'arrêt de Saintes (Charente-Maritime), ont été transférés vers des établissements de Nouvelle-Aquitaine, rapporte France info.

Par ailleurs, 22 communes de Charente et Charente-Maritime sont touchées par les crues et un pic est attendu pour lundi.

Un total de 150 personnes ont été évacuées vendredi. Dans le Lot-et-Garonne, des inondations d'une ampleur inégalée depuis 40 ans ont touché le secteur de la Garonne marseillaise ces derniers jours.

Cette situation, qui avait justifié un placement en vigilance rouge, s'est nettement améliorée, vendredi, et l'ensemble du département est désormais en vigilance jaune, selon Météo France. Le Premier ministre français, Jean Castex, qui a effectué vendredi une visite dans la région, a souhaité que l'état de catastrophe naturelle soit déclaré "dans les meilleurs délais" dans les zones inondées du grand sud-ouest, où la décrue se poursuit partout sauf sur la Charente.

GHARDAÏA Intensifier le dépistage précoce du cancer dans toutes ses formes

Les membres de l'association nationale "Nour Doha" (lumière du jour) d'aide aux personnes atteintes de cancer ayant participé à une campagne de dépistage et de diagnostic "gratuite" sur la pathologie du cancer ont appelé samedi depuis Ghardaïa à intensifier les actions de sensibilisation autour de l'importance du diagnostic et du dépistage précoce du cancer dans toute ses formes.

Organisée par cette association en collaboration avec les autorités locales et l'assemblée populaire de la wilaya (APW) de Ghardaïa, cette campagne de dépistage de proximité a permis d'ausculter 165 patients des localités de Mansoura, Metlili, Zelfana, Guerrara et Ghardaïa et de déceler cinq (5) cas de cancer (sein et de l'enfant).

"Cette campagne de dépistage qui s'inscrit dans le cadre de la célébration de la journée mondiale de lutte contre le cancer (4 février) a permis aux oncologues et chirurgiens volontaires des centres hospitalo-universitaires de Beni Messous, le service de Pierre et Marie Curie de Mustapha Bacha (Alger) de renforcer la couverture médicale spécialisée notamment dans les zones rurales et d'apporter le soutien et consolider les prestations médicales de proximité dans les localités de la wilaya de Ghardaïa", a indiqué à l'APS, la présidente de l'association "Nour Doha", Mme Samia Gacemi.

Pour sa part le président de l'APW de Ghardaïa, Brahim Boughali, a mis l'accent sur l'importance de cette initiative qui vise à alléger les peines d'une catégorie de la population vivant dans une situation difficile et de prendre en charge les malades de cette pathologie.

"L'objectif de cette initiative est de faciliter l'accès à la prévention, au dépistage précoce et au traitement des cancers des femmes dans notre région, où de nombreuses femmes meurent des cancers du sein, du col de l'utérus et de l'ovaire", a-t-il souligné.

Une cérémonie en hommage au personnel soignant de l'association "Nour Doha", a été organisée, au terme de cette campagne dans la soirée de vendredi au siège de la wilaya, afin de louer les efforts et sacrifices consentis par ces volontaires venus des différents CHU d'Alger.

Initiée par les responsables de la wilaya, cette cérémonie a été l'occasion de rendre hommage à la détermination constante des membres de cette association pour lutter contre cette pathologie.

"C'est un moment de soulagement et de détente, une parenthèse dans un quotidien parfois lourd et dur" a souligné la présidente de l'association, assurant qu'une autre campagne sera organisée en octobre prochain.

"Les gens doivent savoir qu'avec un diagnostic d'un cancer à un stade précoce, il y a de fortes chances de guérison qui peuvent atteindre un taux proche de 100", a-t-elle rassuré.

Cette cérémonie "représente une reconnaissance aux membres de cette association, qui ont consenti de grands sacrifices et rendu d'immenses services à la population de la wilaya leur mérite est immense", s'est félicité de son côté le secrétaire générale (SG) de la wilaya Lahcen Lebbad.

COVID-19 - VACCIN

Saidal : négociations avec un opérateur russe pour la production de Spoutnik V en Algérie

Des discussions sont en cours entre le Groupe pharmaceutique public Saidal et un opérateur russe pour la production locale du vaccin anti-Covid-19 Spoutnik V, a indiqué le directeur général de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP), le Professeur Kamel Mansouri.

Invité, vendredi soir, d'une émission télévisée de la chaîne A3 de l'EPTV, traitant de la pandémie du Covid-19, M. Mansouri a fait savoir que "le Groupe pharmaceutique public Saidal est en cours de négociations avec un opérateur russe dans le cadre de la production du vaccin Spoutnik V anti-Covid19 en Algérie pour assurer sa disponibilité au profit de la population nationale".

"Le but est de permettre la production locale de Spoutnik V pour le rendre disponible. Car il peut y avoir une problématique pour acquérir le vaccin au niveau mondial", a-t-il souligné, ajoutant qu'une commission placée sous la tutelle du

ministère de l'Industrie pharmaceutique doit accompagner les fabricants locaux "pour qu'ils puissent produire le vaccin rapidement".

Rappelant qu'outre le Groupe Saidal, un opérateur privé est également en cours de négociations pour parvenir à produire le vaccin en Algérie, le laboratoire Frater Razes en l'occurrence, le directeur général de l'ANPP a assuré que le pays "possède les capacités de produire des vaccins à travers des processus chimiques mais aussi via la biotechnologie".

De plus, il a souligné que le vaccin russe Spoutnik V est "l'un des plus performants dans le monde en termes d'efficacité, enregistrant de faibles effets secondaires". Un vaccin qui connaît, a-t-il fait observer, un taux d'efficacité de 91,6 %.

S'agissant de l'enregistrement des vaccins anti-Covid-19, M. Mansouri a fait savoir que l'Agence a pris des mesures spécifiques afin d'enregistrer les vaccins et

C O R O N A V I R U S

223 nouveaux cas, 178 guérisons et 2 décès

Deux cent vingt-trois (223) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 178 guérisons et deux (02) décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé samedi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.



ALGÉRIE - TUNISIE Coup d'envoi d'une caravane médicale à destination de Sakiet Sidi Youcef en Tunisie

Une caravane médicale composée de moyens de lutte contre la Covid-19 à destination de la ville de Sakiet Sidi Youcef en Tunisie a démarré samedi à partir d'Alger en présence du secrétaire général du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelhak Saihi, et de l'ambassadeur tunisien en Algérie, Ramdhane Al-Fayedh, et ce dans le cadre de la commémoration du 63e anniversaire des massacres de Sakiet Sidi Youcef.

Cette opération qui concerne un don de onze (11) tonnes en médicaments et moyens de lutte contre la pandémie de Covid-19 au profit de la ville de Sakiet Sidi Youcef, a été décidée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a déclaré M. Saihi, qui a donné, en compagnie de l'ambassadeur tunisien, le coup d'envoi, à partir de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH),

de la caravane composée de deux camions transportant des médicaments et des équipements médicaux.

Ce don intervient en commémoration du 63e anniversaire du massacre de Sakiet Sidi Youcef où le sang des deux peuples s'est mélangé, rappelé M. Saihi, ajoutant que par ce geste de solidarité, l'Algérie exprime sa volonté de "rester toujours fidèle au peuple tunisien frère". De

son côté, l'ambassadeur de Tunisie en Algérie a estimé que ce qui s'est passé, il y a 63 ans à Sakiet Sidi Youcef, "quoique douloureux, fait perdurer un sentiment commun entre les Algériens et les Tunisiens", et représente aussi une "étape importante entre nos deux pays". Les événements de Sakiet Sidi Youcef restent un symbole qui va pousser nos deux pays à travailler ensemble pour

améliorer davantage leurs relations de coopération en vue de concrétiser un partenariat stratégique", souligne Ramdhane Al-Fayedh.

Il a considéré que la région de Sidi Youcef et la bande frontalière algéro-tunisienne "seront l'une des plus importantes étapes de la mise en place de cette stratégie dans le but de développer la région et d'assurer la sécurité et la stabilité des deux peuples".

L'ambassadeur a tenu également à remercier le président Tebboune et les autorités algériennes pour cette aide médicale destinée à Sakiet Sidi Youcef en particulier et à la Tunisie en général.

Ce don est constitué de moyens de protection contre la Covid-19, notamment des masques trois plis, masques FFP2, de blouses, des surblouses, du gel hydroalcoolique, a détaillé la directrice générale de la PCH.



permettre la signature rapide des contrats d'acquisition.

Ainsi, l'ANPP a enregistré le vaccin Spoutnik V et procède actuellement à l'enregistrement du vaccin Astra-Zeneca.

En outre, l'Agence a entamé récemment, a-t-il ajouté, les procédures d'enregistrement du vaccin chinois.

Les prochaines doses du vaccin Spoutnik V livrées courant février puis en mars

Par ailleurs, M. Mansouri a fait savoir que les niveaux de productions nationaux de masques chirurgicaux assurent la disponibilité de ces produits, grâce à l'implication d'une quinzaine de producteurs locaux. Il a également noté que, grâce à quatre opérateurs locaux, la production d'oxygène destinée aux établissements médicaux est satisfaisante.

Intervenant lors de la même émission, le directeur général de l'Institut Pasteur, Fawzi Derrar a fait savoir que de nouvelles

doses du vaccin Spoutnik V seront livrées à l'Algérie en février et mars, soulignant que l'Institut bénéficie d'assurances de ses partenaires étrangers quant à la disponibilité du vaccin. Le même responsable a indiqué que l'objectif est de vacciner 75% des citoyens ayant plus de 18 ans, ce qui équivaut à 40 millions de doses nécessaires pour réduire considérablement la transmission du virus à travers le pays.

Une période allant de six mois à plus d'un an est nécessaire pour achever la campagne de vaccination nationale, selon lui.

Le premier responsable de l'Institut Pasteur a indiqué que la première phase de la campagne de vaccination nationale concerne les zones où les taux de contamination sont les plus élevés.

Dans un second temps, a-t-il dit, il sera procédé à la vaccination des populations en zone de moindre contamination.

P A N D É M I E D E C O R O N A V I R U S

BILAN DANS LE MONDE

Au moins 2.299.637 morts

La pandémie de Covid-19 a fait au moins 2.299.637 décès dans le monde depuis son apparition fin décembre 2019, selon un bilan établi à partir de sources officielles samedi.

Plus de 105.350.590 cas d'infection ont été également diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 64.157.800 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Sur la journée de vendredi, 14.561 nouveaux décès et 493.140 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 3.475 nouveaux décès, le Mexique (1.368) et le Brésil (1.239).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 459.554 décès pour 26.813.734 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins. Après les Etats-Unis, les pays les plus tou-



chés sont le Brésil avec 230.034 morts et 9.447.165 cas, le Mexique avec 164.290 morts (1.912.871 cas), l'Inde avec 154.918 morts (10.814.304 cas), et le Royaume-Uni avec 111.264

morts (3.911.573 cas). Parmi les pays les plus durement touchés, la Belgique est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 184 décès pour 100.000 habi-

tants, suivi par la Slovaquie (173), le Royaume-Uni (164), la République tchèque (160) et l'Italie (150).

L'Europe totalisait samedi à 11H00 GMT 768.009 décès pour 34.351.837 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 613.669 décès (19.410.779 cas), les Etats-Unis et le Canada 480.145 décès (27.610.360 cas), l'Asie 243.755 décès (15.422.319 cas), le Moyen-Orient 98.928 décès (4.876.538 cas), l'Afrique 94.186 décès (3.646.981 cas), et l'Océanie 945 décès (31.778 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par des agences auprès des autorités compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

INDE

7.580 réactions négatives à la vaccination contre le COVID-19 au 31 janvier

Le ministère fédéral indien de la Santé a fait savoir vendredi que 7.580 cas d'effets secondaires indésirables consécutifs à une vaccination contre le COVID-19 avaient été recensés au 31 janvier.

Cette information a été annoncée par le ministre fédéral de la Santé, Harsh Vardhan, devant la chambre basse du Parlement indien, également appelée Lok Sabha. Les Effets indésirables suite à une immunisation ("AEFI" selon un sigle anglais) sont suivis par un système de surveillance bien organisé et fiable. "Ont été enregistrés un total 7.580 AEFI au 31 janvier 2021, soit 0,2% du nombre total de personnes vaccinées dans le cadre du déploiement de vaccins dans tout le pays", a déclaré M. Vardhan. "Il s'agit dans la plupart des cas d'effets indésirables mineurs tels que anxietés, vertiges, étourdissements, fièvres, douleurs, démangeaisons et maux de tête, qui guérissent spontanément, et tous les patients ont récupéré", a-t-il précisé. Un groupe national d'experts sur l'administration du vaccin contre le COVID-19 a été créé, et fournit des conseils sur tous les aspects de la vaccination contre le COVID-19, a indiqué M. Vardhan. L'Inde a commencé sa campagne de vaccination contre le COVID-19 le 16 janvier.

A l'heure actuelle, la vaccination cible les travailleurs médicaux et les travailleurs en première ligne. Près de 30 millions de travailleurs médicaux et de première ligne seront vaccinés lors de cette phase initiale, suivis par les personnes âgées de plus de 50 ans et les groupes de population de moins de 50 ans présentant des comorbidités, pour un total de 270 millions de personnes.

ETATS-UNIS

Les cas de Covid en baisse de 61%, des soldats déployés pour la vaccination

Les nouveaux cas de Covid-19 sont en baisse de 61% aux Etats-Unis en comparaison du pic du 8 janvier, ont déclaré les autorités sanitaires vendredi, le ministère de la Défense annonçant le déploiement de militaires en soutien à la campagne de vaccination.

Selon les dernières données officielles du 3 février, les nouvelles contaminations sont en baisse d'environ 121.000 cas, tandis que les hospitalisations sont en baisse de près de 42% et que le rythme des décès semble également ralentir, a détaillé Rochelle Walensky, directrice des Centres de prévention et de lutte contre les maladies, principale agence fédérale de santé publique des Etats-Unis.

"Même si les données semblent aller dans la bonne direction, le contexte est important car les cas, les hospitalisations, et les décès demeurent élevés et bien au-dessus des niveaux observés durant l'été et au début de l'automne", a cependant tempéré Mme Walensky

durant un point-presse à la Maison Blanche. Le ministère de la Défense a annoncé de son côté qu'il avait autorisé le déploiement de 1.100 engagés pour venir en aide aux cinq centres fédéraux de vaccination contre le Covid-19.

Le chiffre pourrait atteindre 10.000 soldats. Le président Biden s'est engagé à livrer 150 millions de doses dans les 100 premiers jours de son mandat, un défi rendu d'autant plus urgent par l'émergence de nouveaux variants du coronavirus, plus contagieux, et qui réduisent l'efficacité des vaccins. Afin d'atteindre cet objectif, Tim Manning, responsable de la chaîne nationale d'approvisionnement de l'équipe de réponse au Covid-19, a déclaré que le gouvernement allait faire appel à une législation d'urgence nommée la loi de production de défense.

Le but étant de donner priorité à l'entreprise Pfizer pour obtenir les ingrédients nécessaires à la concoction des doses de son vaccin. L'outil législatif est

également utilisé pour soutenir la livraison de 60 millions de tests dans des centres sanitaires ou à domicile d'ici l'été, et pour augmenter la fabrication aux Etats-Unis de gants chirurgicaux.

L'Agence américaine des médicaments (FDA) examine en ce moment les données soumises par l'entreprise Johnson & Johnson sur son vaccin, avant la réunion d'un panel consultatif indépendant le 26 février.

Le panel devrait rendre un avis en faveur d'une autorisation de mise sur le marché d'urgence, au vu des données positives annoncées par "J&J".

Les essais cliniques ont été menés sur plusieurs continents et ont en effet montré que ce vaccin, en une dose, était efficace à 66%, mais hautement protecteur contre les formes graves du Covid-19.

Une autorisation d'urgence permettrait une mise sur le marché d'un troisième vaccin aux Etats-Unis, avant les autorisations possibles données aux vaccins d'AstraZeneca et Novavax.

OMS

Le variant britannique présent dans 30 pays européens

Le variant britannique de la Covid-19 continue de se répandre à travers le monde, et "est présent cette semaine" dans au moins 30 pays européens, a indiqué vendredi le Bureau régional de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour l'Europe.

"Sur les 80 pays dans le monde, le COV 202012/01 du SRAS-CoV-2 s'est répandu dans 30 pays de la région, avec 22.503 cas signalés à la date du 22 janvier 2021", a souligné dans un communiqué, la Branche européenne de l'OMS, prônant "une intensification des mesures de santé publique", face à cette situation.

Nombre de ces pays prévoient que ce variant pourrait devenir "dominant dans les semaines à venir, dépassant les cas non-variants du virus de la Covid-19".

Selon l'agence onusienne, le variant s'étend à "tous les groupes d'âge", estimant qu'un variant dominant dans la région européenne de l'OMS "est préoccupant" car cela montre des signes de capacité à se propager plus facilement entre les personnes.

L'OMS, ajoute que des enquêtes épidémiologiques et virologiques "sont en cours dans les pays touchés", pour évaluer plus en détail la transmissibilité, la gravité, le

risque de réinfection et la réponse des anticorps en ce qui concerne les nouveaux variants. Elle s'attend à ce que la poursuite de la circulation du virus entraîne la détection d'un "plus grand nombre de variants au fil du temps".

D'autant que les recherches et les observations indiquent que le variant s'étend à "tous les groupes d'âge, et les enfants ne semblent pas être plus exposés".

Toutefois, l'OMS avertit que l'impact "sera plus important" sur les établissements de santé déjà sous pression, "si nous ne poursuivons pas et ne redoublons pas les mesures pour ralentir sa propagation" (du virus). Pour Dr Richard Pebody, qui dirige la réponse en matière d'épidémiologie et de surveillance de la Covid-19 à l'OMS/Europe, les variants peuvent être "dangereux" s'ils modifient le comportement du virus.

C'est pourquoi, l'agence onusienne suit de près ces évolutions et travaille avec des experts du monde entier pour surveiller "les variants qui sont préoccupants et la manière dont ils pourraient affecter la réponse". A ce stade, l'agence onusienne ajoute qu'il n'existe actuellement aucune preuve que les vaccins disponibles sont moins efficaces pour la prévenir.

Toutefois, il y a des éléments qui indiquent qu'elle se "propage plus rapidement". Dans ce contexte, Dr Catherine Smallwood, qui pilote la lutte anti-coronavirus à l'OMS/Europe, souligne pour sa part, qu'"une transmissibilité plus élevée ne signifie pas qu'un variant transmet d'une manière différente, mais plutôt que le variant se propage mieux". Le continent européen était vendredi, la deuxième région la plus touchée au monde par la pandémie du nouveau coronavirus en nombre de morts et de cas d'infections, selon l'OMS. Il est derrière les Amériques, qui recensent au total, 46,1 millions de cas et plus d'un million de décès.

La région européenne de l'OMS compte plus de 35 millions de cas d'infection dont 1,22 contaminations ces sept derniers jours. Elle comptabilise également 767.637 morts dont 35.963 au cours des sept derniers jours, selon la même source.

Dans le monde, la pandémie du Covid-19 a fait au moins 2,26 millions de morts, depuis l'apparition de la maladie en décembre 2020.

Plus de 104,6 millions de cas ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, selon un décompte établi vendredi par l'OMS.

EPIDÉMIE - VACCIN

L'OMS appelle au développement "massif" des moyens de produire des vaccins

Le patron de l'OMS a appelé vendredi "à un développement massif des capacités de production" des vaccins anti-Covid pour ne pas annihiler tous les progrès faits dans la lutte contre la pandémie. Le directeur général, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a cité l'exemple du groupe pharmaceutique français Sanofi, qui a pris du retard dans le développement de son propre vaccin, mais a offert de produire à partir de cet été celui de son concurrent Pfizer/BioNTech, déjà largement autorisé et à l'efficacité prouvée. "Nous appelons d'autres compagnies à suivre cet exemple", a lancé le directeur général.

Les enjeux financiers sont gigantesques. Pfizer a estimé que le chiffre d'affaires de son vaccin anticovid atteindrait en 2021 le montant astronomique de 15 milliards de dollars.

Fin janvier le Suisse Novartis avait aussi annoncé qu'il mettait à disposition des capacités pour mettre le vaccin de Pfizer/BioNTech dans des flacons. "Les fabricants peuvent faire plus: ils ont reçu d'importants fonds publics, et nous les encourageons tous à partager les données et technologies pour aider à un accès équitable aux vaccins dans le monde entier", a dit le docteur Tedros.

Il a aussi suggéré de refaire ce qui avait fait ses preuves pour démultiplier la production de traitements anti-HIV et contre l'hépatite C, à savoir pour les groupes pharmaceutiques d'accorder des licences de fabrication non exclusives à d'autres producteurs, afin qu'ils puissent eux aussi produire le vaccin. L'OMS a mis sur pied une plateforme d'échange (COVID-19 Technology Access Pool ou C-TAP) qui doit justement servir de moyen de partager du savoir-faire, de la propriété intellectuelle et des données. De l'aveu même de l'agence onusienne, cette plateforme n'est pas utilisée. Mais le docteur Tedros souligne qu'elle pourrait justement aider à trouver des capacités de production qui ne sont pas encore utilisées, et aider à construire des sites de production supplémentaires, en particulier en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

MAL AU GENOU CE QUE CELA PEUT VOULOIR DIRE

Vous avez souvent mal aux genoux en grimpant les escaliers ? Vous avez l'impression qu'ils sont brûlants ou vous ressentez une sensation d'inconfort au niveau de la rotule ? Vos genoux sont peut-être en train de vous dire que quelque chose ne tourne pas rond...

Le genou est l'articulation la plus sollicitée de notre corps. Il absorbe les chocs, assure la flexibilité de la jambe et répartit le poids du corps lorsqu'on marche. Il faut d'ailleurs savoir que chaque kilo supplémentaire représente une force de 3 à 4 kg en plus sur chaque genou quand on se déplace ou qu'on grimpe un escalier. Il faut donc apprendre à préserver nos genoux en maintenant un poids stable et en bougeant régulièrement. Mais il ne faut jamais négliger les petits signaux que nos genoux nous envoient : zoom sur les principales douleurs du genou et ce qu'elles peuvent vouloir dire.

VOUS AVEZ MAL AUX GENOUX EN GRIMPANT LES ESCALIERS

Vos articulations craquent et vous font souffrir lorsque vous gravissez un escalier ? Selon des chercheurs britanniques, cette douleur pourrait être un signe précoce d'arthrose, une maladie chronique de l'articulation qui détruit progressivement le cartilage.

Contrairement à une idée reçue, l'arthrose n'est pas due au vieillissement et une personne sur 3 souffre avant 40 ans. Un inconfort ou une douleur dans le genou serait le signe que votre cartilage est atteint. Il est malheureusement impossible de le réparer mais un traitement précoce peut limiter les dégâts et soulager la douleur.

VOUS GENOUX CRAQUENT QUAND VOUS MARCHEZ

Si vos genoux craquent ou que vos articulations se bloquent parfois



lorsque vous marchez, vous avez sans doute un ménisque fissuré. Les ménisques sont de petits disques de cartilage en forme de croissant qui servent d'amortisseur entre le fémur et le tibia. Chaque genou en comprend deux. Un mauvais mouvement (vous vous relevez brutalement d'une position accroupie par exemple) peut suffire pour qu'il se fissure, sans que cela provoque forcément une douleur. Les symptômes sont un genou qui ac-

croche, qui se bloque ou un genou qui gonfle mais seul un médecin pourra identifier si ces symptômes sont bien caractéristiques d'une lésion du ménisque.

Le traitement repose sur des médicaments contre la douleur, une immobilisation avec attelle du genou et de la rééducation. L'opération chirurgicale n'est pas systématique : elle dépend surtout de la gêne ressentie et si les ligaments sont également atteints.

VOUS AVEZ UNE DOULEUR À L'ARRIÈRE DU GENOU

Cette douleur doit être prise au sérieux si elle apparaît au cours d'un long trajet en avion car cela peut être le signe annonciateur d'une phlébite, lorsqu'un caillot de sang bloque partiellement ou totalement la circulation sanguine, comme un bouchon. Le risque est en effet plus fréquent en avion en raison de l'exiguïté et de la mobilité réduite.

Cette douleur est souvent accompagnée d'une sensation de chaleur dans le genou ou dans le mollet. Elle ne doit pas être prise à la légère car si une partie ou la totalité du caillot se détache de la paroi veineuse, il peut migrer jusqu'au cœur puis obstruer l'artère pulmonaire ou l'une de ses branches, provoquant une embolie pulmonaire. En voyage, la meilleure défense contre la thrombose veineuse est de porter des chaussettes ou des bas de contention. Y compris pour les longs trajets en voiture !

VOUS AVEZ DES FOURMILLEMENTS À L'ARRIÈRE DU GENOU

Cette fois ce n'est peut-être pas le genou qui est en cause mais le nerf sciatique, qui va de l'extrémité inférieure de la moelle épinière à l'arrière de la cuisse. Le nerf sciatique est un nerf à la fois moteur et sensitif. Il permet essentiellement les mouvements de flexion de la jambe et de flexion et extension du pied. Il permet aussi la sensibilité de la partie postérieure et latérale de la jambe, ainsi que du Tenseur du pied. La douleur de la sciatique va suivre le trajet du nerf et peut créer un inconfort, un engourdissement ou des fourmillements à l'arrière du genou.

Dans le cas de sciatiques modérées, la prise d'antalgiques, d'anti-inflammatoires non-stéroïdiens et de décontractants associés à un repos total peuvent suffire à soulager la douleur. Si la douleur ne s'atténue pas rapidement, n'hésitez pas à prendre rendez-vous chez votre médecin.

L'AQUAGYM, LE SPORT IDÉAL CONTRE L'ARTHROSE DU GENOU

L'aquagym est un sport complet qui permet de s'affiner de manière. Et selon une nouvelle étude finlandaise, c'est également le sport qu'il faut pratiquer lorsque l'on souffre d'arthrose du genou...

Vous avez envie de pratiquer une activité physique, mais vous ne savez pas vers quel sport vous tourner ? Si, comme 6,6 % des Françaises, vous souffrez de gonarthrose (l'arthrose du genou), l'aquagym est faite pour vous...

Assez fréquente à partir de l'âge de la ménopause (vers 50 ans en général), l'arthrose du genou correspond à une "érosion" du cartilage de l'articulation fémorotibiale, ce revêtement protecteur qui permet au fémur, à la rotule et au tibia de bien coulisser les uns contre les autres - mais sans se toucher. En cas d'arthrose, les os "trotent", ce qui provoque une douleur. À terme, une prothèse peut même être nécessaire.

Des chercheurs de la University of Jyväskylä (en Finlande) se sont intéressés aux bénéfices de l'aquagym en cas de gonarthrose. Pour cela, ils ont travaillé avec 87 volontaires, des femmes ménopausées âgées de 60 à 68 ans. Toutes souffraient d'arthrose au niveau du genou et se plaignaient de douleurs récurrentes. Les chercheurs leur ont proposé un programme sportif assez intense : pendant 4 mois, les participantes ont fait 3 séances d'aquagym (d'une

1 heure) par semaine, avec un rythme soutenu. Au terme de l'expérience, les scientifiques ont analysé la composition de leurs cartilages, grâce à des techniques IRM. Résultat ? Ils ont constaté que l'aquagym participait vraiment à l'entretien des qualités mécaniques du cartilage (épaisseur, souplesse, résistance), qui s'usait moins rapidement. Au bout de 4 mois, ils ont également observé une meilleure mobilité articulaire au niveau du genou. "Dans

le feu, les articulations subissent moins de pression, car le poids du corps est en partie porté", explique Matti Mutumäki et Benjamin Waller, principaux auteurs de ces travaux, publiés dans la revue spécialisée *Osteoarthritis and Cartilage*. "Cependant, l'effort est plus important, car il y a la résistance de l'eau." Un bon moyen de tonifier ses muscles et de faire travailler son système cardiovasculaire... sans traumatiser ses articulations.

Rupture du ligament croisé du genou : quand faut-il opérer ?

Une rupture du ligament croisé survient souvent lorsqu'une personne peu sportive sollicite soudainement ses genoux. Si la kiné est nécessaire, qu'en est-il de l'opération ? Car si la chirurgie peut réparer les dégâts, elle n'est pas toujours nécessaire. Pour commencer, une petite leçon d'anatomie. « Le ligament croisé a pour fonction de stabiliser le genou lorsqu'on réalise un changement brutal de direction, explique le Dr Elias Dagher. En dehors de ce type de mouvement, il n'a pas d'utilité, et on peut très bien vivre sans. » De ce fait, l'opération chirurgicale se discute au cas par cas, en fonction de différents critères, dont l'âge et ce qu'on veut faire avec son genou.

L'ÂGE ET LA CONDITION DU PATIENT, DEUX CRITÈRES MAJEURS

« Plus on est jeune, plus l'opération est recommandée car le risque est grand d'arrêter à nouveau son genou », souligne le Dr Jean-Étienne Perraudin. Et, désormais, l'opération est également pratiquée chez les enfants. À l'inverse, la chirurgie n'est pas forcément la solution pour les patients de plus de 60 ans. Ici, l'opérateur propose plutôt la rééducation et, dans certaines situations (randonnée en terrain escarpé, par exemple), le port d'une attelle adaptée », indique le Dr Perraudin. Quant aux patients d'âge intermédiaire, il indique le Dr Perraudin. Quant aux patients d'âge intermédiaire, il indique le Dr Dagher.

UNE OPÉRATION DE MOINS EN MOINS LOURDE

Un ligament rompu ne peut pas être réparé, on est obligé de le remplacer par une greffe prélevée sur le patient lui-même. Pour cela, on récupère un morceau de tendon dans la cuisse et celui-ci est introduit dans le genou grâce à de petites incisions. Pour le fixer, deux écolas s'affrontent. « La technique conventionnelle consiste à creuser deux tunnels complets, l'un dans le fémur, l'autre dans le tibia, explique le Dr Perraudin. On peut aussi utiliser un greffon par ces deux tunnels et on le fixe aux extrémités par des vis. » Mais, indique le Dr Dagher, « on n'est pas obligé de faire un tunnel complet. On peut faire une logette pour amarrer le ligament. » Cette technique est employée en moins de huit ans, cette technique concerne actuellement 10 % des patients. Le Dr Dagher assure qu'elle permet « de réduire la durée de l'opération, ce qui limite l'inflammation, la douleur... donc le temps de rééducation ». Ce que conteste le Dr Perraudin, qui ajoute « qu'elle est plus complexe à réaliser, donc source d'hémorragie d'un patient à l'autre ». Néanmoins, tous deux s'accordent à dire que l'opération (désormais pratiquée en ambulatoire par la plupart des équipes) et ses suites sont moins longues qu'il y a dix ou quinze ans.

MÉNISQUES : QUAND FAUT-IL OPÉRER ?

Douleur, blocage, sensation de corps étranger, genou qui "se dérobe"... Ces symptômes évoquent une lésion du ménisque. Le traitement dépend des circonstances d'apparition de la douleur. On fait le point avec le Pr Dominique Saragaglia, responsable du service de chirurgie orthopédique et traumatologie du sport au CHU de Grenoble.

Les ménisques des genoux peuvent être lésés et entraver le mouvement. Ces lésions méniscales sont prises en charge différemment suivant le contexte de la lésion. On fait le point.

SI LA DOULEUR SURVIENT EN FIN EFFORT

Une douleur violente et subite du genou, au cours d'une partie de foot ou de tennis ou tout simplement en voulant se redresser d'une position accroupie (après avoir posé du carrelage, jardiné...). Les jours suivants, le genou peut gonfler, la douleur et la gêne persistent, le genou craque ou se bloque par moments.

Quels examens ?

Outre l'examen clinique, des radiographies du genou pour écarter une « arthrose (facteur favorisante) et une IRM afin de visualiser une lésion du ménisque.

Quels traitements ?

- En cas de déchirure du ménisque avec rupture du ligament croisé antérieur, le chirurgien envisagera de "recoudre le ménisque" sous anesthésie générale ou locorégionale. Trois mois de rééducation sont ensuite nécessaires, mais il est possible de reprendre une activité sportive dès 2 mois, à condition d'éviter des sports de pivot et la flexion trop importante du genou.
- Lorsque la suture est impossible, on peut retirer la partie lésée du ménisque sous arthroscopie. « On fait pénétrer la caméra et les instruments par un trou de chaque côté du tendon rotulien, en



ambulatoire sous anesthésie générale ou locorégionale, explique le Pr Dominique Saragaglia, chirurgien orthopédique au CHU de Grenoble. On obtient de bons résultats dans 90 % des cas ». Le patient peut reprendre ses activités sportives 3 semaines après, mais il devra poursuivre sa rééducation pendant un mois. L'intervention est très peu douloureuse et ne nécessite au réveil que des simples analgésiques.

SI LA GÊNE AU GENOU S'INSTALLÉ PEU À PEU

À partir de 45/50 ans, le ménisque

est moins souple, moins élastique. Progressivement, une douleur du genou apparaît chaque fois que l'on bricole à quatre pattes, que l'on part en randonné... puis lentement et insidieusement elle devient permanente, le genou craque et se bloque fréquemment.

Quels examens ?

Des radiographies pour s'assurer que cette gêne n'est pas la conséquence d'une arthrose du genou. En l'absence de signes d'arthrose, un arthroscanner, avec injection d'un produit "radio-opaque" dans l'articulation (avec

anesthésie locale ou sans anesthésie) permet d'obtenir des lésions cartilagineuses et méniscales.

Quels traitements ?

- Une rééducation avec musculation de la cuisse peut, en l'absence de blocages du genou, donner des résultats satisfaisants. Ce traitement est encore peu prescrit en France mais une récente étude norvégienne a montré l'efficacité de cette rééducation chez un kinésithérapeute, à raison de 20 à 33 séances par semaine pendant 12 semaines.
- L'ablation de la partie "abîmée" du ménisque, sous arthroscopie, suivie d'un mois de rééducation est aussi possible. Trois semaines plus tard, on peut refaire du sport. En revanche, en présence d'arthrose associée, on ne touche pas au ménisque.

POURQUOI PRÉSERVER LES MÉNISQUES ?

Amortisseurs et stabilisateurs du genou, les ménisques, interne et externe, ont une réelle utilité. Ils protègent le cartilage du genou. La priorité est donc de les préserver au maximum (avec une orthèse de genou pendant le sport par exemple en cas de genou fragile), afin de prévenir l'évolution vers l'arthrose. D'après une étude de la Société française d'arthroscopie, les personnes à qui on a retiré le ménisque interne ont en effet 20 % de risques supplémentaires d'avoir de l'arthrose au-delà de 10 ans et ce pourcentage double pour le ménisque externe.

4 CONSEILS POUR PRÉSERVER VOS GENOUX

Des os mal emboîtés, un système ligamentaire hypoplastique... l'articulation du genou, la fois stable et mobile, est une des plus sollicitées. Nos conseils pour la garder en bonne santé le plus longtemps possible.

JE MÉRAGE MES GENOUX

En adoptant les bons réflexes : monter les escaliers en gardant le dos droit et en appuyant sur toute la surface du pied (et pas seulement l'avant), fléchir les genoux dans l'axe des pieds en gardant les talons au sol pour se baisser. Pour se tourner sur le côté, on pivote toujours les genoux en même temps que les pieds. En corrigeant ma posture : des genoux qui tournent vers l'intérieur ou l'extérieur, une voûte plantaire qui s'affaisse, peuvent, à long terme, user les cartilages. Si besoin, on prend rendez-vous chez un podologue qui pourra confectionner des semelles correctrices.

En gardant un poids de forme : 1 kg en trop représente une force de 3 à 4 kg supplémentaires sur chaque genou lorsqu'on marche.

J'ENTRETIENS LEUR MOBILITÉ

Chaque matin, allongée dans son lit, on se déroule en douceur pendant quelques minutes. D'abord avec des flexions et extensions dans l'axe du corps en faisant glisser le pied sur le lit. Puis, jambe fléchie on effectue des rotations du genou et de la cheville, en faisant pivoter le talon sur le lit, vers la droite, puis la gauche. Régulièrement, on étire les muscles des jambes. Plus souples, ils seront moins contraignants pour l'articulation et limiteront l'usure du cartilage.

JE RENFORCE MES GENOUX

Nos genoux sont maintenus par des ligaments mais aussi par des muscles. Plus ils sont toniques, plus l'articulation est stable. Les exer-

cices recommandés sont simples et à la portée de tous : fentes, squats, exercices arrière des jambes avec élastique...

Hyper efficace pour tonifier les cuisses : l'exercice de la chaise. Dos au mur on fléchit les genoux pour que les cuisses soient parallèles au sol et on tient le plus longtemps possible.

On prend toujours les escaliers, une bonne habitude permettant de muscler à la fois les jambes et les fesses.

JE FAIS DU SPORT (RAISONNABLEMENT)

Même si on a des genoux fragiles, il est indispensable de bouger pour préserver la bonne santé de ses articulations. Dans ce cas, les sports à privilégier sont la natation (sauf la brasse) la marche et le vélo (sur terrain plat de préférence) et toutes les activités douces comme l'aquagym, le yoga, le Pilates...

Si on pratique un sport d'impact (running, tennis...), on ajoute régulièrement à ses séances de renforcement musculaire et des étirements de tout le corps. Ainsi, on ne sollicite pas toujours les mêmes muscles.

MALI

Début du déploiement des forces spéciales suédoises de la force Takuba

Le déploiement au Mali de 150 soldats suédois au sein de la force européenne Takuba, chargée d'accompagner l'armée malienne au combat, a commencé et sera complété d'ici la fin du mois, ont annoncé vendredi les armées suédoise et française.

"La majeure partie de notre force est désormais au Mali", a confirmé un porte-parole de l'armée suédoise vendredi soir. La Suède, qui n'est pas membre de l'Otan, avait annoncé en mars 2020 son intention de participer à Takuba, répondant à l'appel de la France. Le Parlement suédois avait donné son feu vert en juin pour l'envoi de 150 hommes avec un renfort possible de 100.

Le mandat s'achève au 31 décembre 2021. La force suédoise, dont trois hélicoptères Blackhawk, sera basée à Ménaka dans le Liptako malien, une région proche de la frontière du Niger et du Burkina Faso où sont concentrés plusieurs groupes terroristes liés à l'Etat islamique au grand Sahara (EIGS) et à Al-Qaïda.

"La tâche principale des forces spéciales suédoises est d'agir en tant que force de réaction rapide lorsque quelque chose se produit. Sinon, notre objectif est d'assister, de conseiller et d'accompagner les forces de sécurité maliennes", a expliqué dans un communiqué le général Anders Löfberg, chef des forces spéciales du pays nordique.

La fin de l'arrivée des forces spéciales suédoises est prévu autour des deux dernières semaines de février, avait indiqué auparavant le porte-parole de l'état-major des Armées françaises, le colonel Frédéric Barbry, en confirmant l'arrivée des premières forces spéciales suédoises.

Deux autres pays européens ont jusqu'ici intégré la force Takuba: la République Tchèque et l'Estonie. Composée d'unités d'élite, celle-ci vise à former les armées maliennes et à élargir la participation à la lutte antiterroriste menée depuis huit ans au Sahel.

Paris réfléchit depuis quelques mois à soulager l'opération Barkhane, qui déploie actuellement 5.100 soldats. La force suédoise viendra en appui de l'ensemble de Takuba, dont un groupe franco-estonien à Gao et l'autre franco-tchèque à Ménaka, a précisé le colonel Barbry.

L'arrivée des hélicoptères lourds était notamment très attendue par l'armée française qui fait face à un ennemi terroriste très mobile dans une zone immense. Le pays nordique était déjà présent au Mali via la force onusienne de la Minusma, avec 215 militaires.

TCHAD

Présidentielle : le président Déby investi candidat à un 6^e mandat

Le président tchadien Idriss Déby Itno a été investi samedi par son parti candidat à un sixième mandat à l'élection présidentielle du 11 avril prochain, rapportent des médias.

"Si l'émotion d'être investi candidat à une élection présidentielle est toujours forte, celle que je ressens aujourd'hui a une portée plus grandiose", a déclaré M. Déby, grand favori du scrutin, devant les militants de son parti, le Mouvement patriotique du salut (MPS).

"Permettez-moi, mes frères et soeurs, de vous dire que c'est après une mûre et profonde introspection, que j'ai décidé de répondre favorablement à cet appel, cet appel du peuple", a-t-il poursuivi, après avoir été désigné candidat par acclamation par les membres de son parti. Arrivé au pouvoir en 1990, Idriss Déby, 68 ans, a été élu président à la suite de la première élection pluraliste en 1996 en recueillant 69 % des voix au second tour. Il a été récemment promu au rang de maréchal par l'Assemblée nationale.

Mardi, douze responsables de partis politiques de l'opposition ont scellé "une alliance électorale" pour présenter un candidat unique à l'élection présidentielle. La proclamation des résultats définitifs par la Cour constitutionnelle est prévue le 15 mai. Un second tour éventuel est fixé le 23 mai. L'élection présidentielle d'avril sera suivie par les législatives, fixées en juillet au 24 octobre 2021, après avoir été maintes fois repoussées depuis 2015.

APS

UNION AFRICAINE Ouverture de la 34^{ème} session ordinaire du Sommet

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine ont entamé samedi les travaux de la 34^{ème} session ordinaire du Sommet de l'UA, sous le thème : "arts, culture et patrimoine : des leviers pour construire l'Afrique que nous voulons".

Tenue par visioconférence, cette session de deux jours devra suivre un rapport sur les progrès réalisés en ce qui concerne la réponse de l'UA à la pandémie du coronavirus en Afrique.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement des 54 pays membres de l'Union se pencheront également sur la mise en œuvre de la réforme institutionnelle de l'Union avec un focus sur le rapport intérimaire qui sera présenté dans ce sens par le président rwandais, M. Paul Kagame, en sa qualité de Leader sur la réforme institutionnelle.

L'autre point marquant de ce Sommet ordinaire c'est l'élection du nouveau



leadership de la Commission de l'UA. Outre l'élection du président et du vice-président de la Commission de l'UA par le Sommet, il sera procédé,

entre autres, à l'élection et nomination des six Commissaires de l'UA par le Conseil exécutif, et des membres des autres organes de l'organisation

panafricaine. Le 34^{ème} sommet ordinaire de l'UA a été précédé mercredi et jeudi par la 38^{ème} session ordinaire du Conseil exécutif de l'Union.

LIBYE

Election de Dbeibah au poste de Premier ministre de transition

Abdul Hamid Mohammed Dbeibah a été élu vendredi Premier ministre de transition, par les participants au dialogue interlibyen réunis en Suisse sous les auspices de l'ONU, en vue du scrutin national de décembre.

Sa liste gagnante a obtenu 39 voix sur 73, a annoncé l'émissaire par intérim de l'ONU en Libye, Stephanie Williams, à l'issue du dépouillement retransmis en direct par l'ONU. Son collègue Mohammad Younes Menfi a lui été élu président du Conseil présidentiel. Les 75 membres du Forum politique de dialogue libyen (LPDF) ont tenu une séance de vote vendredi à Genève sous les auspices de l'ONU pour désigner un nouveau Premier ministre et un Conseil présidentiel, parmi quatre listes, en vue de préparer le scrutin national du 24 décembre. Ce vote, diffusé en direct par l'ONU, constitue la dernière ligne droite du processus de sélection du Premier ministre et du Conseil présidentiel transitoire.

L'option pour la formule des listes a été choisie pour le Conseil présidentiel, en raison de l'échec



des 24 candidats à obtenir, mardi, le seuil requis, à savoir 70 % des voix, et ce, conformément aux termes du mécanisme de sélection du Conseil exécutif unifié adopté par les membres du LPDF.

Les 21 candidats au poste de Pre-

mier ministre ont été tous auditionnés par les membres du LPDF en ce qui concerne leurs programmes et visions quant à la gestion de la période de transition devant s'étaler jusqu'aux élections de décembre prochain.

Allemagne, France, Italie, Etats-Unis et Royaume-Uni saluent le gouvernement intérimaire

Les gouvernements d'Allemagne, d'Italie, de France, des Etats-Unis et du Royaume-Uni ont salué vendredi le nouveau gouvernement intérimaire de Libye mais ont prévenu qu'un "long chemin" restait à parcourir.

"L'autorité exécutive unifiée devra mettre en oeuvre l'accord de cessez-le-feu, fournir les services publics essentiels au peuple libyen, lancer un programme de réconciliation significatif, faire face aux besoins critiques du bud-

get national et organiser des élections nationales", ont-ils déclaré dans un communiqué conjoint publié par le ministère allemand des Affaires étrangères.

"Un long chemin reste à parcourir". Les participants au dialogue interlibyen réunis sous les auspices de l'ONU en Suisse ont désigné vendredi, lors d'un vote, Abdel Hamid Dbeibah comme Premier ministre intérimaire, qui aura pour tâche de préparer le scrutin national

prévu en décembre. M. Dbeibah ainsi que les trois membres du Conseil présidentiel désignés avec lui devront "réunifier les institutions de l'Etat et assurer la sécurité" jusqu'aux élections, a souligné l'ONU, alors que le pays est en proie au chaos depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011.

Réunis depuis lundi près de Genève dans un endroit tenu secret, les 75 membres du Forum du dialogue politique libyen (FDPL) ont voté en faveur

de la liste d'Abdel Hamid Dbeibah avec 39 voix sur 73. Le Premier ministre désigné devra "dans un délai ne dépassant pas 21 jours, former son cabinet", a expliqué l'émissaire par intérim de l'ONU en Libye Stephanie Williams.

Il disposera de 21 jours supplémentaires pour obtenir le vote de confiance au Parlement, ce qui mène, au maximum, au 19 mars, a-t-elle dit lors d'une conférence de presse.

PALESTINE

La Cour pénale internationale juge que sa "juridiction territoriale" s'étend aux territoires palestiniens

La Cour pénale internationale s'est déclarée compétente vendredi pour les faits survenus dans les territoires palestiniens occupés, ce qui pourrait ouvrir la voie à une enquête pour crimes de guerre.

La CPI a expliqué dans un communiqué avoir "décidé à la majorité que la juridiction territoriale de la Cour pour la situation en Palestine (qui en est membre depuis 2015, ndlr) s'étendait aux territoires occupés par l'entité sioniste depuis 1967".

Fatou Bensouda, la procureure de ce tribunal international créé en 2002 pour juger les crimes les plus terribles commis sur la planète, lui avait demandé un avis juridique sur ce point.

Et ce après avoir annoncé en décembre 2019 vouloir ouvrir une enquête complète sur d'éventuels "crimes de guerre" - sans toutefois désigner leurs auteurs - dans les territoires occupés par l'entité sioniste.

Cette dernière est quant à elle restée en dehors de la CPI. La Cour a



ajouté qu'avec sa décision, elle "ne statuait pas sur un différend frontalier en droit international ni ne préjugait de la question de quelconques futures frontières" mais avait eu l'"unique objectif de définir sa juridiction territoriale". Mme Bensouda, qui doit quitter ses fonctions

en juin prochain, souhaite que la CPI prenne la suite d'une enquête préliminaire de cinq ans à la suite de la guerre de 2014 dans la Bande de Gaza.

L'entité sioniste et les Etats-Unis, qui ne sont pas non plus partie aux statuts de la CPI, avaient vigoureu s e m e n t

condamné ce tribunal quand la procureure avait fait cette demande d'enquête approfondie.

Le gouvernement de Donald Trump avait même pris en septembre des sanctions contre Mme Bensouda qui a de son côté demandé à Joe Biden de les lever.

La décision de la CPI est une "victoire pour la justice" (Premier ministre palestinien)

La décision de la Cour pénale internationale (CPI) de se déclarer compétente pour juger les faits survenus dans les territoires occupés est une "victoire pour la justice", a réagi vendredi soir le Premier ministre palestinien Mohammed Shtayyeh.

"Cette décision (de la CPI) est une victoire pour la justice et l'humanité, pour les valeurs de vérité, d'équité et de liberté, et pour le sang des victimes et de leurs familles", a déclaré M. Shtayyeh, cité par l'agence officielle palestinienne Wafa.

Cette décision est un "message aux auteurs de crimes" qui "ne resteront pas impunis", a ajouté M.

Shtayyeh, appelant la CPI à "accélérer" les procédures judiciaires

quant à la dernière guerre de Gaza, aux prisonniers palestiniens et au développement des colonies israéliennes.

La CPI a expliqué dans un communiqué vendredi soir avoir "décidé à la majorité que la juridiction territoriale de la Cour pour la situation en Palestine (qui en est membre depuis 2015, ndlr) s'étendait aux territoires occupés par Israël depuis 1967".

Fatou Bensouda, la procureure de ce tribunal international créé en 2002, avait demandé un avis juridique sur ce point et ce, après avoir annoncé en décembre 2019 vouloir ouvrir une enquête complète sur d'éventuels "crimes de guerre" - sans toutefois désigner leurs auteurs - perpétrés dans les

territoires occupés (Cisjordanie, Al Qods-Est et Gaza) par l'entité sioniste. La Cour a ajouté qu'avec sa décision, elle "ne statuait pas sur un différend frontalier en droit international ni ne préjugait de la question de quelconques futures frontières" entre l'entité sioniste et un éventuel Etat palestinien, mais avait eu l'"unique objectif de définir sa juridiction territoriale".

Mme Bensouda, qui doit quitter ses fonctions en juin prochain, souhaite en outre que la CPI prenne le relais d'une enquête préliminaire de cinq ans à la suite de la dernière guerre dans la bande de Gaza, enclave palestinienne de deux millions d'habitants qui a été le théâtre de trois agressions israéliennes (2008, 2012, 2014).

CHILI

Emeute après la mort d'un jongleur tué par la police

Des centaines de personnes ont manifesté et un bâtiment public a été brûlé dans une petite ville du sud du Chili vendredi soir à la suite de la mort d'un jongleur abattu par un policier. L'incident s'est produit à Panguipulli après que le jeune artiste de rue a refusé de se laisser fouiller par deux policiers en uniforme.

La dispute a alors dégénéré et un des agents l'a abattu, selon les images d'une vidéo diffusée largement sur les chaînes locales et les réseaux sociaux. "Nous regrettons la mort de ce jeune jongleur. J'espère que justice sera faite", a déclaré Ricardo Valdivia, maire de Panguipulli à la radio locale Radio Cooperativa.

Des témoins ont apostrophé les policiers et de violents incidents ont alors éclaté. Les manifestants ont mis le feu à plusieurs bâtiments, dont l'un a totalement brûlé, et érigé des barricades ans les rues, jusqu'à ce que la police anti-émeute intervienne à coups de gaz lacrymogènes et de canons à eau, selon les images diffusées par les médias locaux. La police locale a soutenu l'officier qui a tiré. Selon Boris Alegria, lieutenant colonel de la police de Panguipulli, il a agi en état de "légitime défense".

Le gouvernement a ordonné à la police de remettre tous les enregistrements de l'incident aux autorités judiciaires qui ont ouvert une enquête. Panguipulli (32.500 habitants) est située à 850 km au sud de la capitale Santiago.

VENEZUELA

Deux responsables pétroliers emprisonnés pour avoir fourni des informations "stratégiques et sensibles"

Deux responsables de la compagnie pétrolière nationale du Venezuela ont été condamnés à cinq ans de prison pour avoir fourni aux Etats-Unis des informations "stratégiques et sensibles" sur les activités pétrolières du pays, ont indiqué les autorités judiciaires.

Alfredo Chirinos, chargé des opérations spéciales au sein de la compagnie Petroleos de Venezuela SA (PdVSA), et Aryenis Torrealba, directeur général pour la production de brut, avaient été arrêtés l'an dernier.

Ils "ont été condamnés à cinq ans de prison pour le crime consistant à révéler et fournir des informations", selon un communiqué vendredi signé par le Procureur général de la République, Tarek William Saab.

Le verdict s'appuie sur des témoignages et des "documents" présentés comme preuves, sans précision. Selon les autorités, les deux anciens responsables disposaient d'informations sur les stocks pétroliers du pays ainsi que sur "le système de raffinage et les itinéraires des navires qui commerçaient avec la PDVSA".

"Ces responsables ont fait fuiter des informations confidentielles et sensibles sur l'industrie pétrolière, avec pour résultat l'imposition de sanctions par le gouvernement américain, qui ont causé des dégâts financiers considérables à cette industrie en réduisant la vente de ses produits dans le monde", ajoute le communiqué.

Depuis trois ans, les Etats-Unis ont multiplié les pressions diplomatiques et les sanctions économiques pour chasser Nicolas Maduro du pouvoir, sans succès.

Parmi ces sanctions figure depuis avril 2019 l'interdiction pour les entreprises américaines de commercer avec l'industrie pétrolière vénézuélienne, dont la production est tombée fin 2020 à quelque 400.000 barils/jour, son plus bas niveau depuis des décennies. Lorsque M. Maduro est arrivé au pouvoir en 2013, la production nationale dépassait les 3 millions de barils/jour (mbj). Le Venezuela dispose des plus importantes réserves de pétrole du monde.

L'offre vénézuélienne, qui était déjà en forte baisse en raison selon des experts d'une mauvaise gestion et d'une corruption massive, a fini de s'effondrer avec l'imposition par les Etats-Unis de dures sanctions.

APS

YÉMEN

Les Etats-Unis ne vont plus considérer les rebelles Houthis comme terroristes

Le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken a informé vendredi le Congrès de son intention de retirer les rebelles Houthis du Yémen de la liste des groupes considérés comme terroristes par les Etats-Unis, a annoncé le département d'Etat.

"Nous avons formellement notifié au Congrès l'intention du secrétaire d'Etat d'annuler" cette désignation, a déclaré un porte-parole du département d'Etat. La mesure prendra effet rapidement.

Les Houthis avaient été classés parmi les groupes terroristes par l'administration du président Do-

nald Trump, et des organisations d'aide humanitaire estimaient que cette désignation entravait leur aide sur le terrain.

Le porte-parole du département d'Etat a précisé que la mesure annoncée vendredi se fondait uniquement sur ces considérations humanitaires.

"Cette décision n'a rien à voir avec ce que nous pensons des Houthis et de leur conduite répréhensible, dont des attaques contre des civils et l'enlèvement de citoyens américains", a-t-il dit.

"Nous nous sommes engagés à aider l'Arabie saoudite à défendre son

territoire contre de nouvelles attaques. Notre action est due uniquement aux conséquences humanitaires de cette désignation de dernière minute de l'administration précédente, dont les Nations unies et des organisations humanitaires ont depuis dit clairement qu'elle allait accélérer la plus grave crise humanitaire au monde", a expliqué le porte-parole. Des organisations humanitaires ont déclaré qu'elles n'avaient pas d'autre choix que de traiter avec les Houthis, qui gouvernent de facto une grande partie du Yémen dont la capitale Sa-

naa, et que la désignation des Houthis comme terroristes les exposait au risque d'être poursuivies en justice par les Etats-Unis. Le prédécesseur d'Antony Blinken, Mike Pompeo, avait annoncé le classement des Houthis dans les groupes terroristes peu avant de quitter ses fonctions en janvier.

La mesure annoncée vendredi intervient après un discours du président Biden dans lequel il a annoncé la fin du soutien des Etats-Unis à la coalition militaire menée par l'Arabie saoudite qui combat depuis des années les Houthis au Yémen.

PHOTOGRAPHIE

Salon de la photo à Bechar : premier prix pour Mahdaoui Othmane

Le jeune Mahdaoui Othmane Ali de la wilaya d'Oran a remporté jeudi soir le prix de la meilleure photo du 1er Salon national de la photographie de Bechar.

Le jury de cette manifestation artistique et culturelle a décerné le deuxième et troisième prix respectivement à Manari Akram de Tiaret et Bachir Ben Souana de Tlemcen, au cours d'une cérémonie organisée à la maison de la culture "Kadi Mohamed", en présence participants, des responsables locaux du secteur de la culture et d'un nombreux public, essentiellement des jeunes fans de la photographie.

Les membres du jury du Salon qui s'est tenu du 02 au 04 du mois courant, a eu à évaluer 56 œuvres des 28 participants issus d'une vingtaine de wilayas du pays, a savoir deux œuvres par participants (noir et blanc et couleurs).

"Cette manifestation que nous avons initié pour la première fois à Bechar avec la contribution de la direction de la maison de culture ambitionnait d'offrir une nouvelle opportunité aux jeunes photographes amateurs et professionnels pour mettre en évidence leur travail et permettre aux visiteurs du salon de découvrir leurs œuvres", a indiqué M.Mustapha Jaja, président de l'association locale "Media Grooz" pour le cinéma et l'audiovisuel, principale organisatrice de l'évènement.

Le Salon a été marqué aussi par son volet formation à travers deux ateliers d'initiation et de pratique des bases de la photographie et le choix des appareils et des prises de vue adéquates, ainsi que de la photographie et la réalité, encadrés par des spécialistes de l'image, qui ont permis aux participants d'améliorer leurs connaissances en matière de nouvelles technologies de photographie et de photographie de presse.

"Patrimoine et beauté de mon pays", a été le principal thème de la première édition du

salon qui avait pour principal objectif de faire de la photographie un outil de promotion du patrimoine culturel national matériel et immatériel et des richesses naturelles et touristiques de l'Algérie, a conclu M.Jaja.

CINÉMA

Appel à la récupération du Film "La colline oubliée" de Bouguermouh

Un appel a été lancé à partir de Tizi-Ouzou, par des chercheurs en histoire du cinéma, au ministère de la culture et des arts, pour récupérer le premier long-métrage professionnel en Tamazight "La colline Oubliée", adapté du roman éponyme de Mouloud Mammeri, détenu actuellement, par le co-producteur français.

Lors d'un forum diffusé jeudi soir par la radio locale en hommage au réalisateur Abderrahmane Bouguermouh, décédé en 2013, l'universitaire et chercheur en histoire du cinéma, Latifa Lafer et sa conseillère Souad Koudri, ont lancé un appel insistant pour la récupération par l'Algérie, de cette œuvre cinématographique qui se trouve actuellement en France.

Mohand Ouchabane et Souad Koudri ont déploré, lors du forum animé par le critique du cinéma et ancien directeur de la cinémathèque d'Alger, Abderrahmane Hacène El Hadj, que le film-fiction de 135 mn, détenu par le co-producteur en France, ne soit pas récupéré par l'Algérie.

"Aujourd'hui ce film est en France et est devenu la propriété des français, je veux



lancer donc un appel aux autorités compétentes, dont le ministère de la culture et des arts, afin de le récupérer", a expliqué ouchabane.

De son côté Mme Koudri a joint sa voix à celle de cet acteur pour demander que « des démarches soient engagées par le ministère de la Culture et des arts pour récupérer le film et le répertoire en tant que chef-d'œuvre algérien ».

Ce Forum, auquel étaient présents deux fils du défunt cinéaste, Zahir et Sofiane et d'acteurs qui ont joué dans ce film, Slimane Hamel et Mohand Ouchabane, a été l'occasion pour les participants d'évoquer le parcours du combattant pour la concrétisation du premier projet cinématographique d'expression Amazigh.

Parcours semé d'embûches, en 1968, avec le dépôt du scénario du film avec la mention que ce film ne doit être réalisé qu'en Kabyle, a témoigné M. Hacène El Hadj.

"Après avoir réussi à obtenir ce long-métrage soit réalisé en Kabyle dans le sillage de l'ouverture démocratique en 1988, il fallait trouver les financements nécessaires pour

ce projet car la subvention accordée par le trésor public était insuffisante", a observé ce même intervenant. Il a rappelé l'impressionnant élan de solidarité de toute une région, la Kabylie, pour la concrétisation du Film "La colline oubliée".

"La mobilisation générale des citoyens de la Kabylie a permis à Bouguermouh de faire son film", a insisté Hacène El Hadj, qui a souligné que "la majorité des donateurs étaient de condition modeste".

Pour sa part, Latifa Lafer a abordé le côté esthétique et "poétique" de ce long métrage en relevant que "Toute la force esthétique du film est dans la première séquence", ajoutant que Bouguermouh a construit son propre récit cinématographique tout en respectant le roman de Mouloud Mammeri.

Zahir Bouguermouh a souligné quant à lui le grand succès de "La colline oubliée" à sa sortie dans les salles de cinéma en Algérie, en 1997, ou de foules nombreuses venaient pour voir la projection, ajoutant qu'en France, le film a été classé troisième au box-office pendant plus de dix jours, avant La Guerre des étoiles, classé quatrième.

PATRIMOINE

Oran : bientôt une commission pour un classement local des monuments historiques

La direction de la culture d'Oran s'attèle à l'activation de la commission de wilaya pour un classement local des monuments historiques, dont recèle la capitale de l'ouest du pays, dans le but de les valoriser, a-t-on appris vendredi, de cette direction.

La direction de la culture d'Oran entend activer la commission de wilaya de classement local des monuments historiques, un riche patrimoine que recèle la capitale de l'ouest du pays, notamment pour intégrer ces monuments historiques et vestiges, notamment "la Casbah de la ville d'Oran" et l'ancienne mosquée "Abdellah Essalem", sise au boulevard Maata Mohamed El Habib, au centre ville, dans la liste additive des sites et monuments historiques, a indiqué la directrice locale de la culture et des arts, Bouchra Salhi.

Pour rappel, la Casbah d'Oran, monument chargé d'histoire, situé dans l'ancien quartier symbole "Sidi El Houari", a connu vendredi, une vaste campagne de nettoyage avec la participation de la société civile, des associations actives dans le domaine de la préservation du patrimoine et des citoyens, avec le soutien de la direction de la culture et des arts ainsi que l'antenne d'Oran de l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels. Ont pris part à cette initiative, organisée sous le slogan "La Casbah nous réunit", un nombre d'associations actives dans le patrimoine et la société civile de la ville d'Oran, a indiqué à l'APS, M.Bouchra Salhi, expliquant que cette opération de volontariat vise à valoriser à nouveau, cette citadelle.

Elle s'inscrit, également, dans le cadre du programme dit "Djoudjouat Ethourrat" (Vendredi du patrimoine), visant à organiser des campagnes de nettoyage des sites historiques, une fois toutes les deux semaines, sachant que ce programme est le deuxième du genre après celui organisé en 2014 par le secteur de la culture et l'Office sus-indiqué, a-t-elle dit.

Cette action de volontariat qui a vu la participation du bureau du tourisme d'Oran, vise à valoriser cette forteresse qui se trouve dans un "piteux" état de délabrement lié aux restes des habitations anarchiques démolies, après



le logement des ses résidents, selon les explications fournies par le commissaire de la fondation "Nass El Kheir", organisatrice de cette initiative de sensibilisation sur l'intérêt de la préservation de ces vestiges avec le concours d'un groupe de fans du patrimoine "Arsam Wahran", ainsi que le réseau de l'environnement et de la citoyenneté. Les amateurs du patrimoine d'Oran, les associations qui activent dans le domaine culturel et touristique espèrent que cette "casbah", une forteresse, témoin d'un riche passé puisse être classée en tant que patrimoine national, de même que sa restauration pour devenir une destination touristique et culturelle de choix, tant il vrai qu'elle recèle de nombreux trésors à caractère historique et patrimonial, a ajouté M.Benzine Kada. La "Casbah d'Oran", considérée comme le vestige, un des plus anciens de la ville d'Oran, qui a été éditée en l'an 902 par les commerçants andalous, où vivaient plusieurs familles qui ont bénéficié dans le cadre d'un programme de logement de nouveaux logements décent à Oran en 2006, comme l'a affirmé le chef de service des activités culturelles de la direction de la culture et des arts. La Casbah de la ville d'Oran, qui s'étale sur une superficie de 5, 5 hectares, dénombre de quelques 28 sites et monuments historiques qui remontent à diverses époques historiques et civilisationnelles qu'a connues Oran, lesquels sont en majorité classés comme patrimoine nationale, à l'instar de "Bab Tlemcen" ainsi qu'un nombre de fortifications, en plus de l'existence du 1er tribunal, autre lieu de mémoire, édifié par "Bey Bouchelag ham, a ajouté Nouri Mékhaïssi.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MILA

DAIRA DE FERDJIOUA

COMMUNE DE FERDJIOUA

NIF 098543029071219

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

EN APPLICATION DE L'ARTICLE 65 DU DECRET PRESIDENTIEL N°15-247 DU : 16/09/2016 PORTANT REGLEMENTATION DES MARCHES PUBLICS.

LE REMPLACANT PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE POPULAIRE COMMUNALE DE LA COMMUNE DE FERDJIOUA INFORME LES SOUMISSIONNAIRES AYANT PARTICIPES A L'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N°: 02/L'APPROVISIONNEMENT DES CANTINES SCOLAIRES PRIMAIRE DE LA COMMUNE DE FERDJIOUA DU 21/01/2021 N°2125000315 APPARU SUR LE JOURNAL ER-RAYA EN ARABE QUE L'ATTRIBUTION A ETE FAITE COMME SUIT :

n° titre du lot	Le co contractant	NIF	MONTANT APRES VERIFICATION	REMARQUE
-lot n°01/ viande rouge	LAMOUISSI LOTFI FERDJIOUA	198543020041829	5.220.000.00DA	QUALIFIE MOINS DISANT
-lot n°02/ poulet et œufs.	BOUDJEMAI WALID FERDJIOUA	198943020001480	8.465.750.00DA	QUALIFIE MOINS DISANT
-lot n°03/ fruits et légumes .	DIB DJAMEL FERDJIOUA	197443200000741	16.256.500.00 DA	L'UNIQUE OFFRE QUALIFIE
-lot n°04/ alimentation générale lait et ses dérivés.	DIB DJAMEL FERDJIOUA	197443200000741	20.351.426.00DA	L'UNIQUE OFFRE QUALIFIE
-lot n°05/ pain.	BOUSSEKEK ILYAS FERDJIOUA	197943020094226	3.094.000.00DA	Qualifie offre unique

LES SOUMISSIONNAIRES QUI CONTESTENT CE CHOIX PEUVENT INTRODUIRE UN RECOURS AUPRES DE LA COMMISSION DES MARCHES COMPETANTE DANS UN DELAI DE 10 JOURS A COMPTER DE LA PUBLICATION DE PRESENT AVIS CONFORMEMENT A L'ARTICLE 82 DU DECRET PRESIDENTIEL N°15-247 DU : 16/09/2015 PORTANT REGLEMENTATION DES MARCHES PUBLICS.

CORÉE SUD - ÉNERGIE

Séoul va construire le plus grand parc éolien offshore au monde

Les autorités sud-coréennes ont signé vendredi un contrat à 36 milliards d'euros portant sur la construction de ce qui est présenté par Séoul comme le plus grand parc éolien offshore au monde.



Pauvre en ressources énergétiques traditionnelles, la Corée du Sud s'est fixée pour objectif d'atteindre d'ici 2050 la neutralité carbone.

Elle dépend actuellement massivement de ses importations de charbon, qui lui fournissent 40% de son électricité. En plus de l'objectif de neutralité carbone, le président de centre-gauche Moon Jae-in compte sortir progressivement du nu-

cléaire, ce qui ne laisse d'autre choix que de miser massivement sur l'éolien, l'hydroélectrique et le solaire.

Le chef de l'Etat a supervisé la signature d'un énorme contrat de 48.000 milliards de won (36 milliards d'euros) portant sur la construction d'un gigantesque parc éolien au large de Sinan, dans le sud-ouest, dont la capacité maximale sera de 8,2 gigawatts. Il sera sept fois plus

grand que le plus grand champ éolien offshore actuel, selon M. Moon, et générera une énergie comparable à six centrales nucléaires. M. Moon a mis en avant la position géographique unique de la péninsule. "Nous avons un potentiel infini d'énergie éolienne offshore sur trois côtés et nous avons la meilleure technologie au monde dans ce domaine", a-t-il affirmé.

CHINE - ESPACE

Lancement d'un nouveau satellite de télécommunications



La Chine a lancé avec succès jeudi un nouveau satellite expérimental sur les technologies de communication depuis le Centre de lancement de satellites de Xichang dans la province du Sichuan (sud-ouest de la Chine), rapporte vendredi l'Agence Chine nouvelle.

Le satellite a été lancé à 23h36 (heure locale) par une fusée porteuse Longue Marche-3B et est entré en orbite avec succès, selon la même source.

Developpé par l'Académie chinoise de technologie spatiale, le satellite sera utilisé dans la communication, la radio, la télévision et la transmission de données, ainsi que dans les tests technologiques.

Ce lancement marque la 360e mission des fusées porteuses de la série Longue Marche, ainsi il est le troisième lancement spatial de la Chine en 2021.

APS

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE OUARGLA

DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

N°d'identification fiscale (NIF) :99.33.00.19.10.94.26

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMALE

N°05/D.J.S/2020

La Direction de la jeunesse et des sports de la Wilaya de Ouargla. Lance un avis d'appel d'offre national avec exigence de capacité minimale pour:

CONTRIBUTION AU SOUTIEN DES CAMPS D'ÉTÉ PRENDRE EN CHARGE LES DU TRANSPORT

Les entreprises de transport des voyageurs peuvent retirer les cahiers des charges auprès de la direction de la jeunesse et des sports de la Wilaya de Ouargla (Bureau des Marchés) mitoyen d'APC d'Ouargla.

Les Offres Doivent Comporter (Selon le contenu de l'article 07 du cahiers des charges)

- 1- Dossier de candidature
- 2- Offre technique
- 3- Offre financière

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées. Le 1^{er} enveloppe comportant la mention (Dossier de candidature - Dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres). Le 2^e enveloppe comportant la mention (Offres technique - Dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres. Le 3^e enveloppe comportant la mention (Offre financière Dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres). Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention :

"A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres"
appel d'offres N° 05/2020

CONTRIBUTION AU SOUTIEN DES CAMPS D'ÉTÉ PRENDRE EN CHARGE LES DU TRANSPORT

Ces offres déposées à la direction de la Jeunesse et des Sports de la Wilaya de Ouargla (Bureau secrétariat).

La date de dépôt des offres aura lieu le dernier jour de la date limite de préparation des offres jusqu'à 12h00, en cas ou ce jour coïncide avec un jour férié, ou un jour de repos légal. la durée de préparation des offres est fixé à 15 jours à compter de la Première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP

L'ouverture des plis aura lieu le dernier jour de la date limite de préparation des offres à 14H00 au siège de la direction de la Jeunesse et des Sports de la Wilaya de Ouargla; en séance publique, et les soumissionnaires sont invités d'assister cette séance; en cas ou ce jour coïncide avec un jour férié, ou un jour de repos légal, l'ouverture des plis est prorogée au jour ouvrable suivant en même heure.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres durant le délai de préparation

Augmenté de 03 mois à partir de la date de dépôt des offres.

Dans le cas de l'attribution sur la transaction étend la validité d'offre sera automatiquement un mois supplémentaire.

DK NEWS

Anep : 213000170 du 07/02/2021

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE LAGHOUAT

DIRECTION DE L'URBANISME ET L'ARCHITECTURE ET LA CONSTRUCTION

NUMERO D'IDENTIFICATION FISCALE-NIF:099803019005331

OPERATION N° :FSDRS 302.089/262.103/18/01

MISE EN DEMEURE N°01

-suite L'arrêté des travaux et l'abondant du chantier.

** L'entreprise BEKKI BEN CHOHRRA Sise la cite OUM GRINE commune de AFLOU wilaya de LAGHOUAT .Titulaire de la MARCHE N°63/2020 d'un MONTANT 29.000.000.00 DA et de DELAIS du 05 MOIS ,ODS N°53/20 du 01/09/2020 relative

lot n° 06 : la réalisation des travaux réseaux principal d'assainissement et AEP des logements locatif 300 lots commune sebgage.

Est mise en demeure sous huitaine d'avoir démarré le chantier et rattraper le retard dans le chantier et fourniture le chantier aux moyens humains et matériels dès la première parution de la présente mise en demeure dans la presse.

Faute de quoi il lui sera fait appliquer les mesures coercitives conformément à la réglementation en vigueur

DK NEWS

Anep : 2116002422 du 07/02/2021

Programme de la soirée

TF1 21:15

Tarzan



A la fin du XIXe siècle, le roi des Belges, en manque de liquidités pour financer son armée, envoie un de ses hommes les plus fidèles, Léon Rom, dans les forêts du Congo, à la recherche des diamants d'Opar. Sur son chemin, il trouve le puissant chef Mbonga, qui le somme de ramener un homme, Tarzan. Mais celui-ci, marié à Jane Porter, vit désormais en Angleterre, sous son nom de naissance, Lord Greystoke, et semble bien peu disposé à retourner en Afrique.

France 2 21:05

Green Book : sur les routes du Sud



En 1962, Tony Lip est un des videurs du club Copacabana à Manhattan, notamment fréquenté par des gangsters. L'homme, originaire du Bronx, aussi marin que prompt à la bagarre, se retrouve deux mois au chômage forcé quand le club doit fermer pour travaux. Alors qu'il doit nourrir sa famille, il accepte un emploi de chauffeur pour Donald Shirley. Mais tout oppose les deux hommes : Tony est un personnage un peu rustre et raciste, quand Donald, musicien, est un compositeur noir aussi raffiné que cultivé.

France 3 20:55

Grantchester



Will et Ellie se retrouvent au cinéma. En pleine séance, le projectionniste, un Américain, est retrouvé mort dans sa cabine. Très vite, les soupçons se portent vers un Indien en fuite. Plus tard, un homme brise une fenêtre de la maison des Chapman à l'aide d'une brique, et Geordie découvre qu'il s'agit du même suspect. Quel est le lien qui unit ces deux événements ?

CANAL+ 20:05

Football / Ligue 1 Uber Eats



Ligue 1 Uber Eats. 24e journée. Marseille / Paris-SG.

6 20:35

Zone interdite



Est-il plus compliqué d'être parent qu'autrefois ? Près d'un Français sur deux estime qu'élever un enfant est difficile. Un phénomène encore amplifié par le récent confinement. Aujourd'hui, des pères et des mères brisent le tabou et reconnaissent être victimes d'un burn-out parental, un syndrome d'épuisement extrême jusqu'ici associé à la sphère professionnelle. Certains parents s'épuisent à vouloir atteindre un modèle familial idéal, d'autres peinent à imposer des limites et affrontent colères, caprices, chantage voire violence : leurs enfants ont pris le pouvoir. Quelles sont les solutions pour en sortir ? Pendant un an, les équipes de "Zone Interdite" ont mené l'enquête dans l'enfer de l'épuisement parental.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2649

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

			1						5	1		7					2
		2	8				7									8	
					3					8							5
			2		7		6										4
		1				6	9						5	1			
			3	4		1						8	6	7		1	
6		1		9			7						2	9			
7	8	3					2				3	5			5	4	
		4								2	7				5		
							6					1	8	9			
											4						
7		6					3	8		2				3	2	6	8
6										8					8		1
2		7	1	4		5		7			6						3
4							2	9									
		9		8		6	1			7				9			
													2				3
										3	6	5			4		
		9		6		8	7			3			8	7			
		7			5	3	1			1			9	2			
												7	6	4			



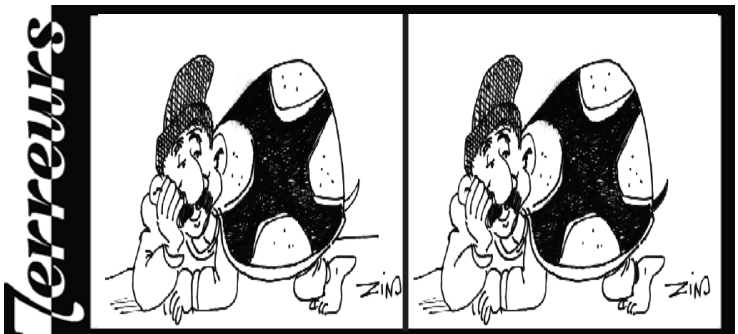
«Du moment qu'on rit des choses, elles ne sont plus dangereuses»

Raymond Devos

Mots croisés n°2649

- Horizontalement :**
- 1 - Manifestation d'indépendance pour un moteur
 - 2 - Manières très aimables
 - 3 - Pour lui, son violon c'était la peinture - Cherchas la voie
 - 4 - Voisin de l'équerre - Différent - Fabrique de cadres
 - 5 - Telle la coiffure de Mercure - Pétillant italien
 - 6 - Disposerais de mes biens - Groupe plein d'étoiles
 - 7 - Coïncés - Forme de société
 - 8 - Versant frais - Veston de cérémonie
 - 9 - Mets très plaisant - Laminée
 - 10 - Bouleversements - Marraines de contes
- Verticalement :**
- A - Factieux
 - B - Boîte à bourrer pour tricher - Nègrepont au Moyen-âge
 - C - Fresque moderne - Modéré
 - D - Donnait un ton terreux - Eventualité
 - E - Mères de mère - Symbole de flux lumineux
 - F - Rempliras
 - G - Vu dans la revue - Préparés pour reprendre le combat
 - H - Trop utilisée - Espace isolé dans un ensemble différent
 - I - Immensité - Virtuose - Haschisch
 - J - Moyens de chauffage - Vieux support de musique
 - K - Démésurée - Donc à compter désormais
 - L - Migrations pour une nouvelle installation

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												



CYCLISME / CLASSIQUE DE TIPASA Les clubs algérois dominent la 1re étape

Les clubs algérois ont dominé la première étape de la Classique cycliste de Tipasa, disputée vendredi à Koléa, en s'emparant de la plupart des podiums, aussi bien chez les messieurs que chez les dames et dans pratiquement l'ensemble des catégories d'âge.

En effet, mis à part quelques rares exceptions, comme les 3es places de Wafa Senoussi (Souk Ahras) chez les juniors/filles et Zakaria Ouitis (Atlas Blida) chez les seniors/messieurs, tous les autres podiums ont été raflés par des formations de la capitale, dont le TC Rouiba, le NR Dély-Ibrahim et surtout le Groupement sportif des Pétrouliers, qui a pris les deux premières places chez les seniors (messieurs), respectivement par El Khacib Sassane et Seddik Benganif. Cette course sur route se déroule en deux étapes, dont la première a été disputée sur un circuit fermé de trois kilomètres.

Lors de cette 1re étape, les juniors ont effectué 15 tours (45 km), au moment où les seniors en ont effectué vingt (60 km), alors que les amateurs s'étaient contentés de dix (30 km). La deuxième étape est prévue samedi, entre Ahmer El Ain et Damous, et pendant laquelle les coureurs devront parcourir une distance de 95 kilomètres.

Les podiums de la 1re étape :

Seniors (messieurs) :

- 1)- El Khacib Sassane (GS Pétrouliers)
- 2)- Seddik Benganif (GS Pétrouliers)
- 3)- Zakaria Ouitis (Atlas Blida)

Juniors (garçons) :

- 1)- Haroun Bachesas (CR Draria)
- 2)- Oussama Mimouni (NR Dély-Ibrahim)
- 3)- Bilal Moualek (MAJD Blida)

Juniors (filles) :

- 1)- Nesrine Houili (Tlilet)
- 2)- Chahra Azouz (TC Rouiba)
- 3)- Wafa Senoussi (Souk Ahras)

Seniors (dames) :

- 1)- Yasmine El Meddah (NR Dély-Ibrahim)
- 2)- Racha Benouanane (TC Rouiba)
- 3)- Nour El Yasmine Bouzenzen (TC Rouiba).

CYCLISME / ALGÉRIE - FORMATION Tests d'évaluation pour 24 cadets à Oran

Vingt-quatre jeunes cyclistes, relevant de la catégorie des cadets et représentant huit clubs de l'Ouest du pays, ont subi des tests d'évaluation vendredi à Oran, en vue d'être sélectionnés pour stage, qui sera programmé prochainement au niveau de leur région. Les huit clubs en question sont : l'ASN Oued Tlilet, le NAFTAL Oran, le VCT Aïn Timouchent, le CHABAT EL Maleh, Amel El Maleh, Mustakbel El Maleh (Aïn Timouchent), l'EC Sidi Bel-Abbès et le VC Mostaganem.

Les tests ont porté sur l'anthropométrie, la vélocité, la vitesse sur 60 mètres (puissance maximale anaérobie lactique), l'endurance de vitesse sur 200 mètres (capacité anaérobie lactique) et l'endurance sur 4.000 mètres (puissance maximale aérobie). Ces tests ont été supervisés par le Directeur des jeunes talents sportifs au niveau de la Fédération (DJTS / FAC), Samir Allam, ainsi que par Kamel Sadouki, Docteur en sport, et Hamza Amatouss (conseiller en sport), avec la collaboration du président de Ligue de la wilaya d'Oran, Karim Guerabou. Ce test s'inscrit dans le plan d'action de la DJTS dans sa quête de développer le cyclisme au niveau des régions de l'Est, de l'Ouest et du Centre.

APS

PARA-ATHLÉTISME (JEUX PARALYMPIQUES-2021) Les Algériens à la recherche de places qualificatives, au Grand Prix de Dubaï

La sélection algérienne de para-athlétisme composée de 18 athlètes, dont 7 filles, prendra part du 6 au 14 février, au Grand Prix de Fazza à Dubaï (Emirats Arabes Unis), avec l'objectif d'arracher d'autres places qualificatives aux Jeux paralympiques de Tokyo-2021, en plus des douze déjà acquises.



Cette sortie est la première pour une délégation handi-sport, depuis février 2020, en raison de la situation sanitaire, liée à la pandémie du Covid-19.

"On croise le doigts pour nos athlètes qui ont trop souffert lors de l'arrêt des activités sportives et la fermeture des lieux d'entraînements, pendant presque neuf mois, à cause du Covid-19.

C'est leur première compétition test où ils vont essayer de réaliser les minima de participation aux Jeux paralympiques de Tokyo, prévus en août", a déclaré Nemer Korichi, président du Directoire, chargé de gérer la gestion des affaires courantes de la Fédération algérienne handi-sport (FAH) et préparer les échéances internationales pour le rendez-vous nippon.

Pour ce faire, les athlètes retenus pour le Grand Prix de Dubaï ont bénéficié de quelques stages de préparation en Algérie.

"La reprise était très difficile pour l'ensemble des athlètes, très affectés par l'arrêt de la préparation.

Mais au fur et à mesure des stages, ils ont repris confiance et le meeting de Dubaï sera leur premier test", a tenu à relever, le Directeur des équipes nationales (DEN), Mohamed Miloudi. Le Grand Prix de Fazza, le 12e du genre est l'avant dernière compétition de qualification aux Jeux paralympiques-2021.

Si l'Algérie a déjà obtenu 12 places en para-athlétisme, pour les joutes de Tokyo, d'autres tickets seront mis en jeu à Dubaï, qui d'habitude draine la foule, surtout lors de l'année paralympique.

"Nos athlètes déjà qualifiés auront pour mission de confirmer leur forme, mais les autres sont appelés à réaliser les minima mis en jeu dans les différentes épreuves et concours.

Ce sera aussi une occasion pour leurs staffs d'évaluer leur préparation avec un test révélateur, en attendant le Grand Prix de Tunis (mars) qui en sera le dernier tournant de qualification", a expliqué le président du directoire.

Malgré la difficulté de la tâche qui les attend à Dubaï, les athlètes, surtout les présélectionnés, se sont déclarés "prêts" à jouer cette qualification, avant même le rendez-vous de Tunis.

Après les tests PCR d'usage effectués, mercredi, un dîner a été organisé à l'honneur de la délégation

à l'hôtel El-Mehdi de Staouéli (Alger), pour encourager les athlètes et les entraîneurs, et les sensibiliser sur la situation sanitaire afin qu'ils soient très vigilants.

Les athlètes retenus pour le Grand Prix de Dubaï-2021 et leurs épreuves :

Filles :

- Safi Djallal (F57) – poids et disque
- Gasmi Mounia (F32) – poids et club (CáOzálCä)
- Nassima Saifi (F57) – poids et disque
- Nadia Medjemdj (F56) – poids, disque et javelot
- Asmahane Boudjadar (F33) – poids et javelot
- Lynda Hamri (T12) - 100m et longueur
- Achoura Boukoufa (F46) – javelot.

Garçons :

- Hamdi Sofiane (T37) – 100m, 200m et 400m)
- Kamel Kardjena (F33) – poids
- Nacer-Eddine Kerfas (T12) – 5000m
- Samir Nouioua (F46) - 400m et 1500m
- Bahlaz Lahouari (F32) - poids et Club
- Mohamed Berrahal (T51) – 100m, 200m et disque
- Amchi Med Nadjib (F32) – poids et Club
- Sid Ali Bouzourine (T36) – 100m et 400m
- Mourad Bachir (F55) - poids et disque
- Walid Ferhah (F32) - poids et Club
- Athmani Skander Djamil (T13) – 100m et 400m.

CROSS-COUNTRY / ALGÉRIE

Dix courses au menu de la 6e édition du Challenge de Constantine, samedi à El-Khroub

Dix courses (Garçons/Filles) sont inscrites au programme de la 6e édition du Challenge de Constantine de Cross-country, prévue samedi à partir de 8h00, dans la Forêt El-Baaraouia d'El-Khroub, et qui seront jumelées avec le Championnat régional Est, a-t-on appris vendredi auprès des organisateurs.

Cinq catégories d'âge sont concernées par cette compétition, qualificative

pour le prochain Championnat national de cross, à savoir : les Benjamins (12-13 ans), les minimes (14-15 ans), les cadets (16-17 ans), les juniors (18-19 ans) et les seniors (20 ans et plus).

"Sont qualifiés pour le Championnat national les cinq premiers sur les dix dans chaque catégorie d'âge et dans les deux sexes", ont précisé les organisateurs dans un bref communiqué, diffusé sur le site officiel de la Fédération

algérienne d'athlétisme (FAA). Les cinq premiers dans chaque catégorie d'âge et dans les deux sexes auront droit à différents cadeaux : Médailles, coupes et diplômes.

Pour ce qui est des juniors et des seniors, et en plus des médailles, des coupes et des diplômes, ils auront droit à des rémunérations financières, se situant entre 20.000 DA et 30.000 DA, ont encore précisé les organisateurs.

TENNIS / TOURNOI ITF DE MONASTIR

L'Algérienne Inès Ibbou éliminée en quarts de finale

La tennismen algérienne Inès Ibbou a été éliminée en quarts de finale d'un tournoi professionnel féminin actuellement en cours à Monastir (Tunisie), après sa défaite en deux sets, contre la Française Manon Arcangioli.

L'Algérienne de 22 ans, classée tête de série N4 de ce tournoi à 15.000 USD, avait relativement bien démarré ce match, disputé

vendredi en fin d'après-midi, avant de s'effondrer devant la tête de série N6 : (6-4) dans le premier set, puis (6-2) dans le deuxième set.

Ce tournoi sur surface rapide marque le retour d'Ibbou à la compétition, après un mois d'arrêt forcé, en raison de la pandémie du nouveau coronavirus.

En effet, une montée en flèche des cas de contami-

nation au COVID-19 avait engendré l'annulation de plusieurs événements sportifs en Tunisie, particulièrement entre les mois de décembre et janvier, dont les quatre tournois de tennis auxquels devait prendre part l'Algérienne.

Ce n'est que dernièrement, après une baisse significative des cas de contamination au coronavirus en Tunisie que les autorités de

ce pays ont permis la reprise de certains événements sportifs, dont des tournois de tennis.

Avant de se faire éliminer par la Française, Ibbou avait assez facilement remporté ses deux premiers matches, puisqu'elle avait commencé par dominer la jeune Serbe Eléna Milovanovic (6-1, 6-2), avant d'enchaîner avec l'Espagnole Veleria Kousenkova (6-3, 6-3).

LIGUE 1 (12^E JOURNÉE) USMA-MCA et ASO-CRB reportés à une date ultérieure (LFP)

Les rencontres USM-Alger-MC Alger et ASO Chlef-CR Belouizded, prévues initialement le dimanche 7 février, pour le compte de la 12^e journée de la Ligue 1 de football, ont été reportées à une date ultérieure, a indiqué samedi la Ligue de football professionnel (LFP).

« Suite à la demande du MC Alger et du CR Belouizded de reporter leurs matchs de la 12^e journée du championnat de Ligue 1, prévus initialement dimanche 7 février et après l'accord de l'USM Alger et de l'ASO Chlef, la ligue de football professionnel décide de reporter les rencontres USMA/MCA et ASO/CRB à une date ultérieure », lit-on sur le communiqué de la LFP.

La direction de l'USM Alger avait annoncé jeudi le report de la rencontre face au MC Alger, suite à une demande de la part de son homologue du MC Alger, pour lui permettre de préparer sereinement la rencontre internationale face au Zamalek d'Égypte dans le cadre de la champions league africaine.

Mais pour le président de la Ligue de football professionnel (LFP), Abdelkrim Medouar, son instance n'avait reçu aucune demande officielle de la part



de l'USM Alger pour le report du derby face au MC Alger, soulignant que la rencontre est maintenue "jusqu'à preuve du contraire".

"Tant que la LFP n'a rien reçu, on ne peut rien décider. Jusqu'à preuve du contraire, le derby est main-

tenu à sa date initiale. Chacun doit assumer ses responsabilités", a-t-il dit. De son côté, la direction du CR Belouizded a également saisi son homologue de l'ASO Chlef pour le report de son match en déplacement, dimanche au stade Mohamed-Boumezrag de

Chlef (15h00). La délégation du Chabab s'envolera pour Lubumbashi le mercredi 10 février à bord d'un avion spécial affété par la compagnie nationale pour affronter le TP Mazembe, samedi 13 février, en ouverture de la phase de poules de la Ligue des champions.

LIGUE 1 - TRANSFERT Le Burkinabè Belem s'engage finalement avec l'USMA

L'attaquant international burkinabè Hamed Belem (21 ans), s'est engagé « officiellement » avec l'USM Alger pour deux ans et demi, après avoir décidé dans un premier temps de faire machine arrière, a annoncé vendredi soir le club pensionnaire de la Ligue 1 de football dans un communiqué laconique.

« Hamed Belem est officiellement Usmiste jusqu'en 2023. Bienvenue Hamed », a écrit l'USMA sur sa page officielle Facebook.

L'USMA a annoncé dimanche l'arrivée de Hamed Belem pour un contrat de deux saisons et demie, soit

le dernier jour du mercato exceptionnel d'une semaine (25-31 janvier), décidé par la Fédération algérienne (FAF). Le joueur vient de prendre part avec la sélection de son pays au Championnat d'Afrique des nations CHAN-2020 reporté à 2021, réservé aux joueurs locaux, qui se déroule au Cameroun.

Toutefois, le directeur sportif du club algérois Anthar Yahia a révélé à l'APS le lendemain de l'annonce (lundi, ndlr) que le transfert du sociétaire du FC Rahimo (Div.1/ Burkina Faso) était tombé à l'eau, en raison d'une « pression négative exercée sur

le joueur et l'environnement du club, ils ont fini par se rétracter au dernier moment », en dépit du fait que le joueur a bel et bien signé son contrat, en suivant avec son club les instructions sur le système TMS de la Fédération internationale (Fifa).

Hamed Belem est attendu à Alger le samedi 13 février, à bord d'un vol spécial provenance du Caire, en compagnie de la délégation du MC Alger, qui affrontera les Égyptiens du Zamalek vendredi 12 février, dans le cadre de la 1^{re} journée (Gr.D) de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique.

LIGUE 1 / CS CONSTANTINE La situation de l'équipe est "difficile mais pas catastrophique"

Le nouvel entraîneur du CS Constantine (Ligue 1), Miloud Hamdi, a déclaré vendredi que la situation de l'équipe au cours de la saison actuelle au championnat est "difficile, voire compliquée, mais pas catastrophique", soulignant qu'il faudrait revoir plusieurs choses pour remettre le CSC à la place qu'il mérite.

S'exprimant lors d'une conférence de presse tenue ce matin au siège du club, le nouveau coach des Sanafirs a affirmé que "chaque club au monde passe par une période difficile et pleine de complications, telle que pour notre équipe", notant qu'il prévoit "un projet sportif ambitieux pour sortir le club

de cette passe". "Je vais investir dans les compétences de mes joueurs en optimisant les aspects physique, tactique, technique et psychologique et renforcer l'effectif par des éléments complémentaires avec les joueurs existants, lors du mercato prévu au mois mars prochain", a fait savoir le technicien Hamdi.

Le problème du CSC était la libération de 14 joueurs avant le début de cette saison, ce qui a engendré une difficulté à créer un nouveau groupe et de l'adapter en une courte période, a expliqué Hamdi, assurant qu'il s'emploiera avec le staff administratif et tous les joueurs pour reconstruire un groupe compétitif en vue de replacer l'équipe

dans le plus haut possible du tableau de classement.

"Je comprends l'inquiétude des supporters, mais ils doivent faire preuve de patience et croire en leur équipe et la soutenir comme ils l'ont toujours fait". Et d'ajouter : "J'ai décliné plusieurs offres et a accepté celle du CS Constantine pour la politique sportive du club visant à préserver l'équipe parmi l'élite du championnat".

Le nouvel entraîneur des "Vert et Noir" a affirmé avoir une bonne connaissance du championnat algérien et de plusieurs joueurs du CSC, ce qui lui permettra une intégration et adaptation facile pour l'exercice de ses fonctions.

Au début de cette confé-

rence de presse, l'entraîneur Miloud Hamdi a signé son contrat effectif avec le CS Constantine pour une durée de 18 mois, après avoir conclu un accord de principe avec les dirigeants du club en effectuant une signature électronique au mois de janvier dernier.

À l'issue de la dite conférence, les joueurs du CSC ont effectué une ultime séance d'entraînement en guise de préparation pour le match qui devra opposer samedi la formation des Sanafirs au club de l'US Biskra au complexe sportif d'El Alia pour le compte de la 12^e journée du championnat de Ligue 1 de football. Les deux équipes partagent la 15^e place avec 10 points au compteur pour chacune.

CAN-2021 (U17) 24 joueurs locaux retenus pour un stage du 5 au 13 février à Sidi Moussa

Le sélectionneur de l'équipe nationale d'Algérie de football des moins de 17 ans (U17), Mohamed Lacete, a fait appel à 24 joueurs locaux, pour un stage du 5 au 13 février au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger), en vue de la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 prévue au Maroc du 13 au 31 mars, rapporte vendredi la Fédération algérienne (FAF) sur son site officiel.

Il s'agit du premier rassemblement de la sélection nationale, depuis sa qualification pour la phase finale de la CAN-2021.

Les "Verts" ont terminé en tête du classement du tournoi de l'UNAF, disputé à Alger du 18 au 24 janvier.

L'Algérie s'est imposée face à la Libye (3-2), avant de faire match nul lors du second et dernier match contre la Tunisie (1-1).

La dernière participation de l'Algérie à la CAN des U17 remonte à 2009, lors de l'édition disputée à domicile, qui avait vu les joueurs de l'ancien sélectionneur Athmane Ibrir atteindre la finale, perdue face à la Gambie (3-1).

Outre l'Algérie et le Maroc (pays hôte), six autres nations ont validé leur billet pour le CAN-2021 : la Nigéria, la Côte d'Ivoire, la Tanzanie, l'Ouganda, l'Afrique du Sud, et la Zambie, en attendant de connaître les quatre derniers qualifiés, à l'issue des qualifications zonales.

Liste des 24 joueurs convoqués :

Hamza Boualem (USM Alger), Ouzani Ahmed Khalil (MSP Batna), Boudedja Amayas (JS Kabylie), Boumengouche Abdelaziz (Académie FAF), Zouli Salah Eddine (Académie FAF), Khoumani Abdelhak (JS Saoura), Hanfoug Fouad (CR Belouizdad), Ait Ziane Zakaria (Académie FAF), Kerroum Mohamed (Académie FAF) Bouzahzah Ouanisse (Académie FAF), Lalam Abdelghani (Paradou AC), Malek Mohamed Abdelaziz (Paradou AC), Belas Brahim (CR Belouizdad), Akherib Lahlou (JS Kabylie), Garat Anes (Paradou AC), Mohra Abderezak (DRB Tadjanant), Zaimeche Rafik Moataz (Paradou AC), Djelal Mohamed (Paradou AC), Redouani Chemseddine (JS Bordj Menaï), Omar Mohamed Rafik (Académie FAF), Bouaichaoui Nadjji (MC Alger), Mezine Ilyes (JS Kabylie), Kerroum Mohamed (Académie FAF), Benahmed Zineddine (RC Relizane).

SERIE A ITALIENNE (SSC NAPLES) Ghoulam testé positif au Covid-19

Le défenseur international algérien de SSC Naples Faouzi Ghoulam, a été testé positif au Coronavirus (Covid-19), et a été aussitôt appelé à observer une période d'isolement, a annoncé vendredi le club pensionnaire de Serie A italienne de football dans un communiqué.

"Le prélèvement nasopharyngé moléculaire réalisé en privé, hier après-midi (jeudi, ndlr), par le footballeur Faouzi Ghoulam, a abouti à un résultat positif au Covid-19.

Le joueur est asymptomatique et observera la période d'isolement chez lui", a indiqué le Napoli sur son compte Twitter.

Du coup, le latéral gauche algérien est d'ores et déjà forfait pour le match en déplacement samedi sur le terrain de la Genoa (20h45), dans le cadre de la 21^e journée du championnat.

Il devrait probablement rater le choc de la 22^e journée à domicile face à la Juventus Turin (18h00), le samedi 13 février.

D'autres internationaux algériens avaient déjà été contaminés par le Covid-19 à l'image de l'attaquant de Montpellier Andy Delort, à deux reprises, de l'ailier droit de Manchester City Riyad Mahrez, ou encore du milieu de terrain Mehdi Abeid, qui vient de rejoindre Al-Nasr Dubaï (Div.1/ Emirats arabe unie), en provenance du FC Nantes (Ligue 1/ France).

LIGUE 1 Bouali nouvel entraîneur de la JSM Skikda

Le technicien Fouad Bouali est devenu le nouvel entraîneur de la JSM Skikda, en remplacement de Younes Ifticene, démissionnaire, a appris l'APS jeudi auprès du club pensionnaire de la Ligue 1 de football.

Ifticene, en poste depuis la saison dernière, a jeté l'éponge au lendemain de la défaite concédée à domicile face au NA Hussein-Dey (1-0), en match disputé le 26 janvier dernier, dans le cadre de la 10e journée. Bouali (60 ans) reste sur courte expérience avec le NA Hussein-Dey. Il avait quitté son poste après l'annonce faite par la Fédération algérienne (FAF) de mettre définitivement fin à l'exercice 2019-2020 en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19).

Bouali, qui s'est engagé pour un contrat jusqu'à la fin de la saison, sera assisté par l'entraîneur-adjoint Kheireddine Kherris, alors que le poste d'entraîneur des gardiens a été confié à Mourad Hebbi.

Au terme de la 11e journée, le nouveau promu pointe à la 19e et avant-dernière place au classement, synonyme de relégation, avec 8 points.

Les coéquipiers de l'attaquant Kheireddine Merzougui accueilleront dimanche prochain l'Olympique Médéa, dans le cadre de la 12e journée.

USM BEL-ABBÈS Dernière mise en demeure au club pour régulariser sa situation vis-à-vis de la DCGF

La direction de l'USM Bel-Abbès a été mise en demeure par la commission de discipline de la Ligue de football professionnel qui lui a fixé un dernier délai expirant le 11 février pour compléter son dossier de demande de la licence du club professionnel.

Selon un communiqué de presse publié jeudi par la direction de l'USMBA, plusieurs pièces manquent encore pour compléter le dossier de 19 documents, exigé par la direction de contrôle de gestion et des finances (DCGF), exposant le club de Ligue 1 à des sanctions sportives et financières.

La même source a fait savoir que les documents manquants ont trait au bilan financier de l'année 2019, ainsi que les procès-verbaux de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de l'année 2019, l'adoption du bilan financier de 2019 par le conseil d'administration, ainsi que l'installation d'une association de supporters.

Dans la correspondance envoyée à la direction de l'USMBA, il est fait état que le club encourt des sanctions sportives et financières au cas où il ne venait pas à régulariser sa situation vis-à-vis de la DCGF avant les délais fixés.

Ces sanctions commencent par la défalcation d'un point en plus d'une amende de 300.000 dinars, puis la défalcation de 3 unités en plus d'une amende de 500.000 dinars après un autre délai, avant de procéder carrément à la rétrogradation de l'équipe en division amateur, et une amende d'un million de dinars, prévient-on de même source.

L'USMBA a déjà écopé d'une première sanction consistant à une amende de 200.000 dinars pour n'avoir pas complété son dossier de demande de licence professionnelle lors du premier délai qui a expiré le 10 janvier passé, rappelle-t-on.

Par ailleurs, l'équipe de la "Mekerra" est toujours sans entraîneur en chef après le refus du président du conseil d'administration, Abdelghani El Hennani, de valider le contrat établi par le directeur général, Abbas Morsli, au technicien suisse-tunisien, Moez Bouakaz, qui devait succéder cette semaine à Lyamine Bougherara, démissionnaire dès la première journée de championnat. La détérioration des rapports entre le conseil d'administration et la direction générale du club s'est répercutée négativement sur le parcours de l'équipe, qui pointe à la 18e place avec 9 points après 11 journées.

APS

LIGUE 1 - MC ALGER Séparation à l'amiable avec l'entraîneur Neghiz

La direction du MC Alger et l'entraîneur Nabil Neghiz ont trouvé jeudi un accord pour une séparation à l'amiable, au lendemain de la défaite concédée en déplacement face à la JS Saoura (1-0), en mise à jour de championnat, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 de football dans un communiqué.

"La réunion tenue aujourd'hui (jeudi) entre les membres du Conseil d'administration et l'entraîneur Nabil Neghiz a débouché sur une séparation à l'amiable", a indiqué le "Doyen" sur sa page officielle Facebook.

L'ancien entraîneur-adjoint de l'équipe nationale (2014-2016), arrivé au MCA en février 2020 en remplacement du Français Bernard Casoni, quitte l'équipe alors qu'elle reste sur une mauvaise série de deux matchs nuls à domicile et deux défaites à l'extérieur.

Pour pallier le départ de Neghiz, la direction a coché sur sa liste le nom de plusieurs techniciens, dont celui d'Abdelkader Amrani, qui vient de mettre fin à sa collaboration



avec le CS Constantine. En attendant l'arrivée d'un nouveau coach, l'intérim sera assuré par l'entraîneur-adjoint Réda Babouche et le directeur

technique sportif, Abdelatif Bourayou. Au terme de la 11e journée, le "Doyen" pointe à la 5e place au classement avec 19 points, à cinq longueurs du leader

ES Sétif.

Le MCA aura rendez-vous dimanche prochain avec le derby de la capitale contre l'USM Alger, prévu au stade Omar-Hamadi

La suspension de quatre ans de Benyoucef réduite à trois mois



La suspension de quatre ans de l'ex-milieu de terrain de la JS Kabylie, Lyes Benyoucef, en mai 2019 pour dopage, a été réduite à trois mois ferme, a annoncé jeudi la commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP).

Selon cette dernière, la ré-

duction de la période de suspension intervient "conformément aux articles 10.2.4 et 27.3 du code mondial antidopage 2021". L'ancien joueur de la JSK avait été suspendu quatre ans de toute compétition ou activité sportive à compter du 28 mai 2019 et devait s'acquitter d'une amende fi-

nancière de 200.000 DA. Formé au Paradou AC, Benyoucef avait été contrôlé positif pour consommation de produits interdits, lors de la rencontre DRB Tadjenanet - JS Kabylie qui s'est déroulée le 1er avril 2019 pour le compte de la 25e journée de Ligue 1.

LIGUE 1 La LFP fixe les dates de la 13e à la 16e journée

La Ligue de football professionnel (LFP), a arrêté les dates des quatre prochaines journées du championnat de Ligue 1, de la 13e à la 16e journée, a-t-elle annoncé mercredi soir sur son site officiel. Après le dérou-

lement de la 12e, dont les rencontres se joueront samedi et dimanche prochains, la 13e journée est fixée aux 12 et 13 février. La 14e journée, quant à elle, est programmée le week-end du 19 et 20 février, alors que la

15e journée, marquée par l'affiche MC Alger - JS Kabylie, est fixée aux 26 et 27 février. Enfin, la 16e journée est programmée au début de mois de mars (5-6), avec au menu le derby algérois entre le Paradou AC et l'USM Alger.

Voici par ailleurs les dates des quatre prochaines journées :

- 13e journée : Vendredi 12 et samedi 13 Février
- 14e journée : Vendredi 19 et samedi 20 Février
- 15e journée : Vendredi 26 et Samedi 27 Février
- 16e journée : Vendredi 5 et Samedi 6 Mars.

CAN-2023 (U17) Le MJS donne son accord pour la candidature de l'Algérie

Le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) a donné son accord pour la candidature de l'Algérie à l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 des moins de 17 ans (U17), a annoncé jeudi la Fédération algérienne (FAF) sur son site. "La Fédération algérienne de football, qui a introduit une demande dans ce sens, devra prendre les dispositions nécessaires permettant de garantir une meilleure présentation et promotion du dossier de candidature", précise l'instance fédérale

dans un communiqué. Concernant la demande introduite par la FAF auprès du MJS pour accueillir la finale de la Ligue des champions africaine ou celle de la Coupe de la Confédération 2020-2021, "ladite demande est en attente", a appris l'APS auprès de la fédération.

Cette demande fait suite à l'ouverture par la Confédération africaine de football (CAF) des candidatures pour accueillir les finales des compétitions continentales des clubs pour l'actuelle édition. Pour

rappel, la CAF avait lancé le 18 janvier un appel à candidatures pour l'organisation des finales de la Ligue des champions et de la Coupe de la Confédération 2020/2021, prévues en juillet prochain. Depuis la saison dernière, les finales des compétitions interclubs se jouent sur un seul match. La finale de la Coupe de la Confédération se déroulera le 10 juillet et celle de la Ligue des champions aura lieu le 17 juillet. Cependant, la CAF se réserve le droit de changer les dates sus-mentionnées.

Thauvin donnerait sa priorité à l'AC Milan

Selon les informations de TMW en Italie, Florian Thauvin a donné son accord à l'AC Milan pour une arrivée l'été prochain. L'attaquant de 26 ans aurait désormais de grandes chances de quitter l'OM, selon TMW. Le média italien relate par ailleurs que le champion du monde donnerait sa priorité aux Rossoneri. Pour faciliter son arrivée, Florian Thauvin ne demanderait pas d'augmentation. Les prochaines seront décisives pour l'avenir du joueur olympien. En cas de départ libre en juin, un enième coup dur s'abattra sur l'OM.



RASHFORD : «TU NE PEUX PAS JOUER À MU SI TU N'AS PAS UN MENTAL D'ACIER»

L'international anglais s'est exprimé en exclusivité à Goal, en s'attardant sur la mentalité gagnante à MU et les conseils de son coach. Marcus Rashford pense qu'une évolution de la mentalité à Manchester United pourrait leur donner un avantage dans la course au titre de Premier League. L'équipe d'Ole Gunnar Solskjaer est à trois points du leader Manchester City, et en ayant joué un match de plus, mais elle croit de plus en plus en ses chances de rivaliser avec les hommes de Pep Guardiola jusqu'à la fin de la saison. Alors que Jurgen Klopp affirmait que son équipe de Liverpool était "mentalement fatiguée" après sa défaite contre Brighton à Anfield mercredi soir, les joueurs de United débordent de conviction après avoir signé un succès impressionnant contre Southampton (9-0). Un carton qui avait suivi deux faux-pas contre Sheffield et Arsenal. "Vous ne pouvez pas jouer pour United si vous n'avez pas la force mentale", a déclaré Rashford à Goal. "Si vous ne pouvez pas faire face à la pression de jouer pour un club comme celui-ci, vous ne pouvez tout simplement pas jouer dans une équipe de cette envergure. Les joueurs ont montré à de nombreuses occasions que nous pouvions le faire, il s'agit donc simplement d'atteindre cette régularité à chaque match".

CR7 PRÊT À JOUER JUSQU'À 40 ANS ?

Un médecin espagnol de la FIFA interrogé par Marca, affirme que l'attaquant portugais peut encore jouer plusieurs saisons.

Cristiano Ronaldo peut-il vieillir ? La question se pose le jour de son 36ème anniversaire alors que le Portugais a marqué 22 buts et délivré 3 passes décisives en 23 rencontres toutes compétitions confondues avec la Juventus de Turin cette saison. Pedro Luis Ripoll, un médecin espagnol qui travaille pour la FIFA, a expliqué pour Marca le secret de la longévité de « CR7 » : « Cristiano a opéré une transformation intelligente de son physique, de sa façon de jouer et de ses mouvements au fil des ans. A ses débuts, il a travaillé l'explosivité, la puissance et la vitesse. Puis il a mis l'accent sur le physique et la diététique. Le docteur Van Dijk qui a opéré sa cheville m'a dit qu'il était professionnel 24 heures sur 24. Cela lui permet d'avoir un âge biologique bien en-dessous de ses 36 ans ».

Le médecin aborde ensuite le mental de l'international portugais (170 sélections, 102 buts) : « Il veut toujours gagner. Il n'est jamais satisfait et est très exigeant avec lui-même. Le cerveau est la clé du champion. C'est la base, avec l'intelligence et la lucidité. Je pense qu'il peut jouer jusqu'à 40 ans ». C'est donc une bonne nouvelle pour le football mondial et pour la Juventus de Turin si elle veut prolonger le contrat de Cristiano Ronaldo qui court jusqu'en juin 2022.



MILAN AC VEUT GARDER DÉFINITIVEMENT DALOT

Prêté au Milan AC par Manchester United sans option d'achat, Diogo Dalot pourrait toutefois rester en Lombardie. C'est en tout cas le souhait des dirigeants milanais. Selon des informations de Calciomercato.com, le Milan AC envisage toujours un transfert définitif pour Diogo Dalot lors du mercato estival 2021. Il n'y a pas d'option d'achat dans le prêt négocié avec Manchester United, mais le club italien pourrait faire une offre. Le média croit savoir que celle-ci serait de 17 millions d'euros. Sous contrat jusqu'en juin 2023 avec les Red Devils, l'international espoir portugais est arrivé en 2018 à Manchester United.

Everton ne lâche pas Isco

Le joueur madrilène intéresse les Toffees. Alors qu'il était annoncé sur le départ en vue du mercato d'hiver, le milieu offensif Isco a finalement été retenu par ses dirigeants au moins jusqu'en fin de saison. L'été prochain, l'international espagnol n'aura plus qu'une année de contrat et ce dernier serait déjà courtisé. Selon les dernières informations de Don Balon, le joueur ibérique serait toujours dans le viseur d'Everton. Les Toffees envisageraient de formuler une offre. La Juventus et l'Inter Milan seraient également sur les rangs pour accueillir le natif de Benalmadena. Côté terrain, ce dernier a fait 14 apparitions cette saison.



Sergio Agüero dans le viseur des Foxes

Une nouvelle piste pour le buteur argentin. Au mois de juin prochain, Sergio Agüero sera un joueur en fin de contrat. Concernant son avenir, le Barça et le Paris Saint-Germain lui feraient les yeux doux mais l'attaquant argentin aurait également la possibilité de rester en Premier League. En effet selon les dernières informations de Todofichajes, l'international argentin serait sur les tablettes de Leicester City. Les Foxes auraient même passé la vitesse supérieure puisque des discussions auraient été entamées avec l'entourage du joueur. Concernant le nom de sa future destination, le joueur aurait décidé d'attendre encore.



SOMMET DE L'UNION AFRICAINE

M. Djerad représente le Président Tebboune

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad prendra part en qualité de représentant du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aux travaux de la 34^e session ordinaire du sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine (UA), qui se tiendront par visio-conférence.

Le Premier ministre, M. Abdelaziz Djerad, prendra part par visio-conférence en qualité de représentant du Président de la République, à la 34^e session des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UA, dont les tra-

voux se dérouleront, les 6 et 7 février courant, sous le thème : "arts, culture et patrimoine : des leviers pour construire l'Afrique que nous voulons", lit-on dans le communiqué des services du Premier ministre.



L'UA approuve la candidature de l'Algérie au poste de membre non permanent au Conseil de sécurité (Boukadoum)

L'Union africaine (UA) a approuvé, jeudi, la candidature de l'Algérie au poste de membre non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU pour la période 2024-2025, a indiqué le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum.

"Les travaux de la 38^e session du Conseil exécutif de l'UA ont été clôturés par la validation de la candidature de l'Algérie au poste de membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU pour la période 2024-2025", a tweeté jeudi soir M. Boukadoum.

Le Conseil exécutif a mis l'accent sur "l'impératif attachement aux principes fondateurs de l'UA", a ajouté M. Boukadoum dans son tweet. Dans son intervention lors des travaux du Conseil exécutif de l'UA, M. Boukadoum a affirmé que "l'Algérie, fermement convaincue du principe de solidarité et du partage équitable des

charges et soucieuse de la concrétisation des objectifs du continent africain, sur tous les plans, tient à s'acquitter, à temps, de ses contributions financières au budget de l'UA et au Fonds pour la paix", indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Cette session a été consacrée à l'examen d'une série de rapports, dont celui relatif à la mise en œuvre de la stratégie continentale commune de lutte contre la Covid-19, et d'exposés sur les activités de différents organes de l'UA au titre de l'exercice écoulé.

Le Conseil exécutif s'est également penché sur le progrès réalisé dans la mise en œuvre des réformes structurelles de l'UA. La 38^e session du Conseil exécutif de l'UA a été tenue, rappelle-t-on, en préparation des travaux de la 34^e session ordinaire du Sommet des Chefs d'Etats et de Gouvernements de l'UA, prévue les 6 et 7 février courant par visioconférence et placée sous le thème : "Arts, Culture et Patrimoine: des leviers pour construire l'Afrique que nous voulons".

Il sera procédé, lors du Sommet, à l'élection de nouveaux membres de nombre d'organes de l'organisation continentale, à leur tête les six commissaires du Conseil exécutif de l'UA.

De même qu'il est prévu, lors de cette élection et pour la première fois, la fusion des deux Départements Affaires politiques (DAP) et Paix et Sécurité (DPS), le but étant de conférer plus de poids au poste de Président du Conseil de paix et sécurité (CPS), de manière à permettre au Commissaire de gérer les différends politiques et les questions relatives à l'instabilité dans le continent, telles que les protestations contre les résultats des élections.

ALGÉRIE-LIBYE

L'Algérie se félicite de la formation de l'Autorité exécutive provisoire en Libye

L'Algérie s'est félicitée samedi du "progrès réalisé dans le dialogue politique libyen mené sous l'égide de l'Organisation des Nations-Unies et de la formation de l'Autorité exécutive provisoire", exprimant sa "plaine disposition à œuvrer avec l'Autorité pour la réalisation de la sécurité, de la stabilité et des aspirations du peuple libyen frère", a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères. L'Algérie a également formé le vœux, selon la même source, de voir "ce pas positif contribuer à mettre un terme à l'indivision et à resserrer les rangs libyens en prévision

des échéances électorales importantes prévues la fin de l'année".

Tout en réitérant sa "solidarité constante avec le peuple libyen frère et sa position rejetant toute forme d'ingérence dans les affaires internes libyennes", l'Algérie a affirmé, selon la même source, "son appui permanent aux efforts pacifiques visant l'instauration de la paix et de la stabilité dans ce pays frère, suivant une approche inclusive garantissant la souveraineté de la Libye, son indépendance et son unité territoriale".

JUSTICE

Sanctions en cas de non application du décret sur l'exemption de l'exigence de présentation du certificat de nationalité et du casier judiciaire (ministre)

Le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Belkacem Zeghmati, a affirmé, jeudi depuis Constantine, que l'Etat infligera des "sanctions sévères" à l'encontre de toute personne qui n'appliquerait pas le décret exécutif promulgué par le Premier ministre fixant les conditions d'exemption de l'exigence de présentation du certificat de

nationalité et du casier judiciaire dans les dossiers administratifs. Présidant la cérémonie d'inauguration du nouveau siège de la Cour de Constantine dans le cadre d'une visite de travail dans la wilaya, M. Zeghmati a déploré le fait que certaines administrations exigeaient encore la présentation du certificat de nationalité et du casier judi-

ciaire, affirmant que l'Etat infligera des sanctions sévères à l'encontre des personnes qui n'appliqueraient pas la loi. La déclaration du ministre est intervenue lors de l'inauguration du siège de la Cour de Constantine où il a reçu des explications sur la délivrance de plus de 85.000 certificats de nationalité et plus de 97.000 casiers

judiciaires durant la période allant de janvier 2020 à janvier 2021.

Le ministre a procédé à l'inauguration du nouveau siège de la Cour de Constantine qui se trouve à proximité de la route Ain Bey et du centre régional d'archives judiciaires sis au niveau de la circonscription administrative d'Ali Mendjeli.

OMRA

"400 agences de tourisme et de voyages agréées pour l'organisation la Omra"

Le nombre des agences de voyage et de tourisme agréées par l'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO) pour l'organisation de saison de la Omra 1442 de l'hégire a atteint plus de 400 agences, et ce, en attendant la garantie de toutes les conditions nécessaires à la reprise de l'activité et l'autorisation des hautes autorités, a-t-on appris jeudi auprès d'une source à l'Office.

Un total de 505 agences de tourisme et de voyages se sont inscrites via le portail électronique de l'Office pour participer à l'organisation de la saison de la Omra pour l'année 1442 de l'hégire, a déclaré à l'APS Hidaoui Mustapha, chargé d'information à l'Office, précisant que 421 agences ont été agréées à ce jour (jeudi). 330 agences parmi celles inscrites avaient participé à l'organisation de la précédente saison, ce qui les habilite "systématiquement" à participer à cette nouvelle saison, dès la reprise de cette activité et une fois les conditions réunies avec l'autorisation des hautes autorités du pays.

Les agences candidates pour la première fois sont estimées à 175, dont 134 ont effectivement téléchargé le dossier de candidature via le portail électronique dédié à la Omra, créé par l'Office pour faciliter l'opération d'inscription, précise la même source, ajoutant que 115 dossiers ont été validés contre 19 rejetés.

Le nombre des agences saoudiennes inscrites s'élève à 261 et des contrats ont été conclus avec 165 d'entre elles, selon la même source. Concernant la délivrance des agréments habilitant les agences de tourisme à participer à la saison 1442 de la Omra, 385 ont été délivrés en attendant la délivrance de 33 autres et la finalisation de 3 autres, portant le total des agréments à 421. Il a relevé que les agences de voyage titulaires d'autorisations d'organisation de la Omra 1442 de l'hégire sont tenues "de ne pas faire la promotion des programmes de la Omra", au vu des circonstances imposées par la propagation du nouveau coronavirus sous peine de sanctions prévues dans le cahier des charges, voire le retrait de leurs agréments. "Les citoyens sont également invités à faire preuve de vigilance et à ne pas céder aux fausses annonces et aux programmes trompeurs auxquels peut recourir une quelconque agence", a-t-il rappelé.

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, avait affirmé, jeudi à Blida, que la question de reprise des vols de la Omra "n'est pas à l'ordre du jour", vu la poursuite de fermeture de l'espace aérien pour stopper la propagation de l'épidémie du nouveau coronavirus (COVID-19).

Il a ajouté que son département ministériel "n'est pas pressé d'ouvrir le débat sur cette question", au vu de la poursuite de la propagation de cette pandémie. "Notre intérêt est axé actuellement sur la sauvegarde de la santé des citoyens", a-t-il observé.

MDN

DÉFENSE

Le Général Bénat Zine-Eddine installé Commandant du Service national de Garde-côtes du CFN

Le Général-Major Benmeddah Mahfoud, Commandant des Forces Navales (CFN) par intérim, a supervisé jeudi au nom du Général de Corps d'Armée, Chef d'Etat-Major de l'Armée Nationale Populaire (ANP), Saïd Chanegriha, la cérémonie d'installation du

Général Bénat Zine-Eddine dans ses fonctions de Commandant du Service national de Garde-côtes en remplacement du Général Chaalal Abdelaziz, a indiqué un communiqué du ministère de la Défense (MDN).

"Conformément au décret présidentiel

daté du 11 janvier 2021, et au nom de Monsieur le Général de Corps d'Armée, Chef d'Etat-Major de l'Armée Nationale Populaire, le Général-Major Benmeddah Mahfoud, Commandant des Forces Navales par intérim, a supervisé, aujourd'hui jeudi 4 fé-

vrier 2021, la cérémonie d'installation du Général Bénat Zine-Eddine Commandant du Service national de Garde-côtes du Commandement des Forces navales, en remplacement du Général Chaalal Abdelaziz", a précisé le communiqué du MDN.